

Rouge

Pour l'école
publique

Dans la rue
le 25 avril

M 1578 N°1108 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 13 au 19 avril 1984

**Austérité, chômage, basta !
Retrait du plan acier !**

ENSEMBLE FAISONS CEDER LE GOUVERNEMENT



Les morts inutiles

Neuf soldats français sont morts au Tchad. Officiellement, ils ont été victimes d'un banal accident. Mais comment croire à la version des autorités françaises ? Au Liban comme au Tchad, elles nous ont habitués aux versions les plus contradictoires, aux mensonges les plus flagrants pour dissimuler que la France était engagée dans des actions de guerre. Cette fois encore, il semble bien que les neuf parachutistes aient perdu la vie alors qu'ils opéraient bien au-delà des lignes françaises, situées en principe dans la zone de Oum Chalouba. C'est ce que Charles Hernu ose qualifier d'« action positive, vigilante et de paix ». Si nos gouvernants s'empêtrent ainsi dans le mensonge, c'est qu'ils sont bel et bien engagés dans une action de type colonial, une action visant

à préserver une chasse gardée traditionnelle de l'impérialisme français. Aujourd'hui au Tchad comme hier au Liban, notre corps expéditionnaire appuie un régime qui ne dispose pas de la moindre légitimité populaire. Un régime qui, à l'instar de celui de Beyrouth, est responsable de nombreuses atrocités et est, à ce titre, dénoncé par les organisations humanitaires internationales.

En se prolongeant, cette politique ne peut avoir que les conséquences les plus néfastes. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à la Défense, l'explique fort bien : « L'opinion publique française doit bien comprendre qu'on ne peut pas remplir un rôle de grande puissance internationale sans assumer un minimum de risques. » La chose est claire. Remplir « un rôle

de grande puissance internationale », c'est accepter que des soldats français continuent à mourir outre-mer, pour le seul profit de quelques marchands de canons et de quelques multinationales. Depuis 1982, près de cent soldats ont déjà trouvé la mort à Beyrouth et à N'Djamena. C'est aussi accepter que la valeur de centaines de lits d'hôpitaux, de dizaines de classes d'école parte en fumée. Entre août et décembre 1983, l'intervention au Tchad a par exemple coûté la bagatelle d'un milliard de francs. Accepter cette politique, c'est accepter l'inacceptable. Car l'histoire montre que mettre le doigt dans un tel engrenage conduit toujours plus loin dans l'escalade militaire et politique. Une seule exigence doit dès lors s'élever : il faut que cessent les aventures dans lesquelles s'est fourvoyé le gouvernement.

Réponses à cinq arguments de mauvaise foi



Mitterrand, le mercredi 4 avril, a prétendu que « tout le monde » avait commis une « erreur d'évaluation » au sujet des besoins d'acier. En réalité, il a repris le discours patronal à son compte. Cela fait beaucoup d'arguments de mauvaise foi. Dont nous critiquons ici les plus courants.

1 On produit un acier trop cher et invendable

Il faudrait, disait Mitterrand, « rendre compétitive la sidérurgie française ». Et la presse a déversé des chiffres, voulant « prouver » que les prix français rendent l'acier difficilement vendable. D'où la « nécessité de revenir à l'équilibre financier ».

En fait, la France exporte plus d'acier qu'elle n'en importe : en 1983, ce solde est d'un million de tonnes. N'en déplaise à Marchais qui affirme qu'une réduction des importations réduirait « nos problèmes », le fait est là. Et où il faut souligner que ce solde, financièrement, est beaucoup plus positif : la France, actuellement, importe proportionnellement plus de produits de basse qualité et vend davantage de produits plus chers...

En pratique nous nous trouvons devant un simple

accord capitaliste de répartition de parts de marché, en fonction des prévisions faites par les capitalistes eux-mêmes sur les perspectives d'avenir des divers marchés de l'acier. Cela seul « explique » pourquoi des usines ultra-modernes, comme celle d'Ugine-Fos ou celles de Longwy et Neuves-Maisons ferment : un marchandage global a eu lieu sur l'ensemble des capacités de production en Europe, dont le plan acier est la simple conséquence.

2 On a moins besoin d'acier qu'auparavant

« La consommation d'acier baisse dans le monde », explique Mitterrand, qui s'est empressé de souligner qu'on utilise moins d'acier dans certaines productions. Mais cette « donnée technique », souvent citée pour faire passer la pilule, ne résout en rien la véritable question : qui chiffre les besoins, et comment ?

La CEE, par exemple, voulait fermer l'ensemble sidérurgique de Tarente, au sud de l'Italie, sous prétexte de surproduction : compte

tenu du sous-équipement de la région, le gouvernement italien a refusé cette décision injustifiable au milieu d'une région extrêmement marquée par le sous-développement...

En France même, la majorité avait projeté un plan de construction de cinq cent mille logements par an, aujourd'hui abandonné. Il se chiffre en milliers de tonnes d'acier. Qui, cependant, a démontré qu'il n'y avait pas besoin de bien loger tous les travailleurs ? Ceux-ci, par

exemple auraient tout à gagner à « l'abandon des grandes tours clapiers, qu'il faudrait remplacer par d'autres logements », comme le faisait remarquer le porte-parole de la CFDT devant les vingt mille personnes présentes au meeting de Longwy, le 4 avril !

Devons-nous accepter aveuglément les chiffres de ces technocrates qui avaient prévu deux ou trois fois trop larges les plans de production de centrales nucléaires ?

4 décisions élémentaires pour changer vraiment

- Rejeter le plan acier patronal, interdire toutes les fermetures et les suppressions d'emplois.
- Renvoyer les directions actuelles des entreprises sidérurgiques, réaliser une véritable nationalisation sous contrôle ouvrier.
- Définir les quantités et qualités d'acier nécessaires : organiser pour cela un débat public permettant d'établir une planification en fonction des besoins collectifs et sur la base de nouvelles relations économiques internationales, en particulier avec les pays du « tiers monde ».
- Opposer l'Europe des travailleurs à l'Europe des patrons : coordonner tous les syndicats ouvriers sur la base des 35 heures pour tous et du refus des restructurations en cours.

3 On paye trop pour une sidérurgie endettée

De 1966 à 1981, a souligné Mitterrand, la sidérurgie a coûté soixante milliards, et dix-sept de plus de 1981 à 1983. Sommes astronomiques... En fait, pourquoi tous ceux qui ont repris ces « données » afin d'en tirer des conseils financiers ne dénoncent-ils pas le plan militaire de cinq ans, adopté récemment à l'Assemblée nationale, d'un

montant de huit cents milliards, soit près de deux cents milliards pour l'année en cours ? Cette comparaison permet de garder la tête froide quand on nous envoie des chiffres « impressionnants ».

Les cinq plans successifs mis en œuvre par la droite ont servi à moderniser tout en « dégraissant » le personnel : la production se main-

tenait ou augmentait grâce aux innovations techniques. L'ensemble des opérations était financé par des dettes pendant que les propriétaires de la sidérurgie plaçaient leurs profits ailleurs.

Les vrais problèmes de l'endettement de la sidérur-

gie, qui existent, ne sont pas ceux qu'on nous met sous le nez : pourquoi les gros actionnaires et familles de maîtres de forges ne sont-ils pas expropriés en proportion de leur pillage des fonds publics ? Ce sont eux qui ont toujours « coûté trop cher » aux travailleurs !

4 On doit avant tout réussir la reconversion

Mitterrand essaie de tourner l'attention des sidérurgistes sur « la reconversion ».

En fait, il y a déjà, en Lorraine, environ cent mille chômeurs. Toute usine qui y serait créée trouverait donc son lot de sans-emploi. Or, la suppression de quinze mille postes de travail dans la sidérurgie entraîne la disparition d'environ trente mille autres emplois (services publics de type SNCF et PTT, enseignants, et divers secteurs en amont ou en aval de la sidérurgie...).

Pourquoi donc prévoir, cyniquement, de reclasser les sidérurgistes en leur donnant une « allocation temporaire dégressive » : c'est-à-dire une somme d'argent chaque mois, à concu-

rence de mille cinq cents francs par personne pour atténuer la perte de salaire due à un reclassement hors sidérurgie ? Comme les salaires dans la sidérurgie sont plutôt bas, une telle promesse est surtout révélatrice de l'avenir bouché auquel ces travailleurs sont voués.

Par ailleurs, on leur a déjà fait le coup de la reconversion. Giscard et Barre avaient permis à des patrons s'installant en Lorraine de bénéficier durant cinq ans d'une dispense d'impôts et de taxes locales. Et, au bout des quatre premières années, les quelques usines créées ont mis la clé sous la porte : elles avaient encaissé les profits et portaient ailleurs tenir leur rôle de « chasseur de prime ».

5 On doit faire ce que l'Europe veut

« S'il y a 21 000, 25 000 ou 27 000 suppressions d'emplois », explique Mitterrand, c'est que « la Communauté économique européenne interdit toute subvention à partir de 1986. » Et ainsi le gouvernement s'exécute : demi-tour droite. Aux ordres.

Mais, posons un peu la question : aux ordres de qui ? Du côté de l'Europe capitaliste, on sait que les multinationales diverses, tant sur le plan bancaire qu'industriel, font avancer leurs exigences de « quotas de production » et de « répartition des marchés ». Elles ont fait le choix, face à la crise capitaliste, de concentrer leurs investissements dans certaines branches, au détriment de tous les équipements collectifs et sociaux qui restent à faire pour élever le niveau de vie des plus larges masses. Elles ont, en même temps, fait le choix

d'investir dans de grandes affaires à l'échelle internationale.

Cette Europe là laisse, par exemple, les pays du Sahel crever de faim, faute de moyens d'irrigation. Ils ne sont « pas solvables ! ». Cette Europe, là, exige, autre exemple, un remboursement rapide des dettes par un « nouveau producteur » d'acier, le Brésil. Cela oblige ce pays à chercher à vendre à bas prix sa production d'acier au lieu d'équiper son propre territoire, dans le seul but de trouver les devises indispensables pour payer les intérêts de ses dettes.

Cette Europe là n'a rien à voir avec celle des travailleurs et croule sous le poids de 19 millions de chômeurs.

Comment une majorité formée du PS et du PC peut-elle donner de tels gages à l'Europe des patrons ?

Pierre Rème

Sommaire

- Réponses à 5 arguments p. 2
- Imposer un changement de politique p. 3
- Lorraine p. 4
- Bouches du Rhône p. 5
- PCF : PS p. 6
- CGT : CFDT p. 7
- La parole aux sidérurgistes p. 8-9
- Ecole p. 10-11
- Italie p. 12
- Expulsion de Kowalewski p. 13
- Interview de Pierre Péan p. 14
- Nicaragua : Tribune libre p. 15
- Rassemblement p. 16

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	200 F	200 F
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Formule choisie _____
Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Robert March

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Imposons un changement de politique !

Le 13 et le 25 avril sont deux occasions pour le peuple de gauche de dire que, lui, ne s'était pas trompé le 10 mai : c'est bien contre la politique de la droite et des patrons qu'ils ont voté... et ce choix doit être respecté.

Il y a eu l'état de grâce. C'était le moyen âge du septennat de Mitterrand. Passé lointain et enterré. Il y a eu la rigueur, servie au départ pour quelques mois, puis pour les années à venir. Maintenant Mitterrand cherche à convoler en justes noces avec le patronat français. Dans la corbeille de mariage, 20 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie. Et ce n'est qu'un début... Mais pour se marier, il faut être deux. La droite et le patronat se contentent pour leur part d'accepter les gages sans signer le contrat !

Mitterrand disait du 10 mai que « la majorité politique avait rejoint la majorité sociale ». Le 10 mai est pour lui un fil à la patte, un boulet. Assumant tous les pouvoirs que lui confère la V^e République, dont la Constitution était pour lui, jadis, « un coup d'Etat permanent », il n'hésite pas à tenter un envol au-dessus des partis majoritaires, et à se retourner contre la majorité sociale.

Son point de départ, ce n'est pas le 10 mai, mais une erreur de pronostic sur le plan de production, notamment d'acier. Il la partage avec les ministres de l'époque Giscard et les experts de la CECA (Communauté européenne pour le charbon et l'acier). L'erreur qu'il reconnaît volontiers, ce n'est pas de s'être écarté des promesses du 10 mai, mais c'est de ne pas avoir assez fait payer aux travailleurs les frais d'une crise de surproduction capitaliste. Pour lui dorénavant, le traitement du chômage est à prescrire selon des besoins qui ont nom : concurrence exacerbée, profits à réaliser, récupération des marchés. Donc suppressions d'emplois. Ce faisant, alors que la Lorraine est debout avec ses sidérurgistes, il met dans la balance le pouvoir du chef de l'Etat contre les travailleurs en lutte pour l'emploi.

L'Union de la gauche dans une tempête nommée « austérité »

Les partis qui sont la majorité au Parlement, le PS et le PCF, sont éclaboussés par cette politique. Si les ministres appartenant au PCF se taisent et pratiquent toujours la solidarité ministérielle, d'autres se manifestent. Le maire communiste d'Otange, les députés socialistes de Moselle tentent par des démissions de ne pas cautionner ces licenciements. L'Union de la gauche ne rompt pas pour l'instant, mais elle vacille.

Ainsi pour la première fois, aux luttes ouvrières pour l'emploi contre les mesures d'austérité gouvernementale et contre la capitulation sur l'école publique correspond l'expression, si minime soit-elle, d'une opposition à ces mêmes mesures au sein des partis majoritaires. Pour la première fois à cette échelle, une base substantielle de l'électorat et de la base sociale du PS et du PC, manifesteront les 13 et 25 avril, contre le plan acier-chômage et contre la loi Savary. La majorité du 10 mai se rappelle au bon souvenir de Mitterrand-président-au-dessus-de-la-mêlée.

Cette cassure est perçue par le PCF qui tente une opération de grande envergure. Sans rompre l'union, sans lâcher les portefeuilles ministériels, il renvoie la responsabilité de l'austérité au seul PS et au

président. Comme s'il n'avait pas de ministres, de parlementaires qui ont approuvé les mesures précédentes d'austérité, et qui continuent de le faire.

Cet équilibre précaire, rester au gouvernement et critiquer sa politique d'austérité, suppose de la part du PC d'exclure toute perspective concrète de mobilisation. Que Marchais réclame le retrait du plan acier, et il lui faut dire en même temps comment obtenir ce retrait, quelle attitude les députés de son parti vont adopter en opposition au gouvernement, quels désaccords formuleront publiquement les quatre ministres. Rester ou pas dans la galère gouvernementale n'est pas le problème. Ce serait opposer à l'austérité la mobilisation ouvrière. Et cela, ministres ou pas, ne figure pas dans l'arsenal programmatique

d'un parti qui n'a jamais eu comme stratégie que la conquête électorale du pouvoir légal.

Au nom des espoirs du 10 mai...

Une brèche s'ouvre, entre l'exécutif présidentiel et le Parlement de gauche. Une brèche s'ouvre entre l'exécutif présidentiel et le « peuple de gauche ». Et cela parce que la volonté de changement, le besoin d'obtenir les revendications des travailleurs, l'aspiration à une autre politique que l'austérité sont toujours vivaces.

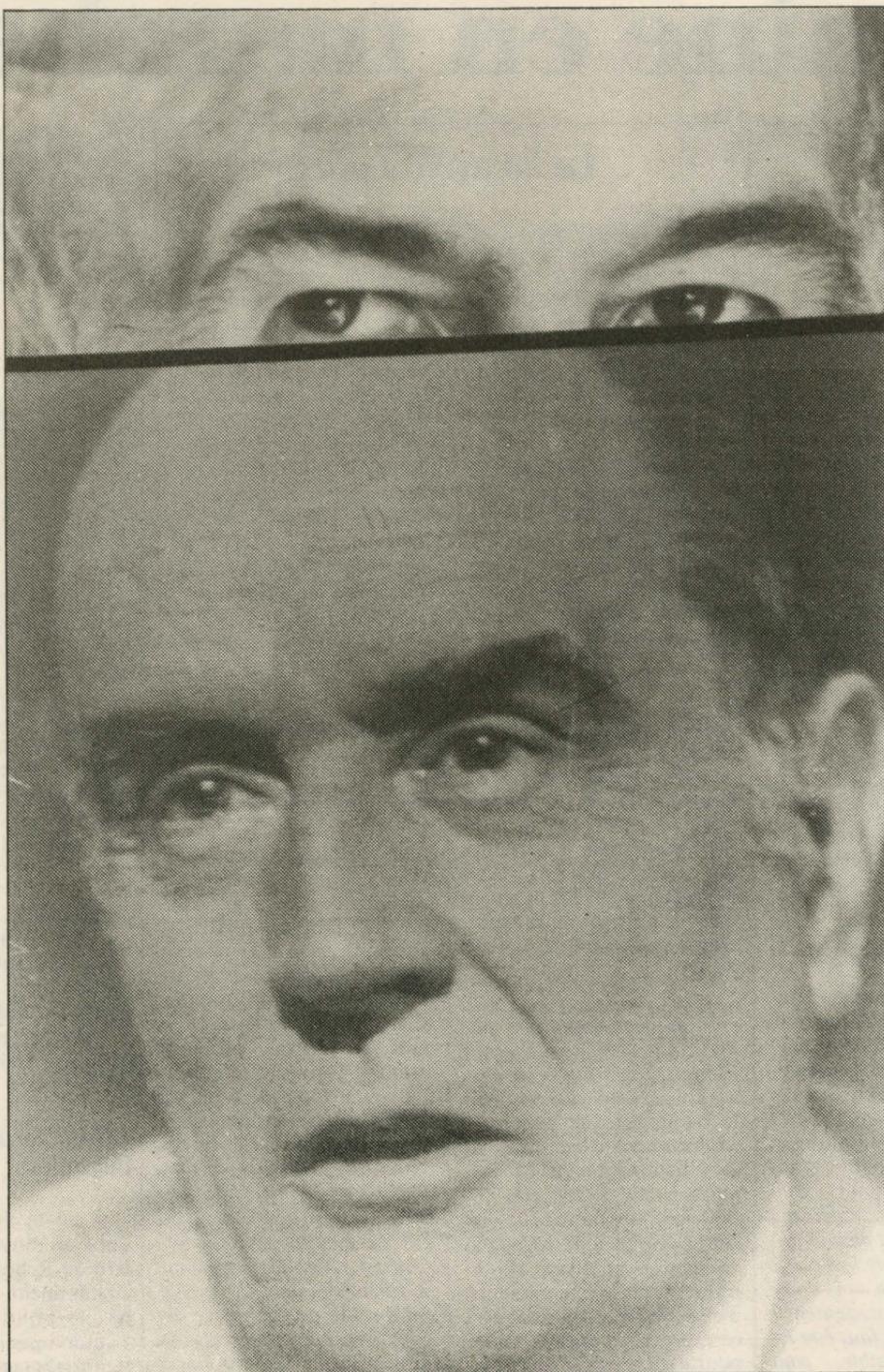
Les travailleurs ne se posent pas le problème en terme de rupture entre PS et PC, de manœuvres de sommet. Pour eux, il faut le droit à l'emploi, à des salaires décentes, il faut une politique qui serve leurs intérêts, qui s'oppose à la droite et au patronat. C'est à cela qu'il faut répondre. D'abord, réussir le 13 avril et le 25 avril. Un 13 avril où toutes et tous manifestent à Paris avec les Lorrains, et exigent avec eux le retrait du plan chômage. C'est une étape décisive, immédiate pour montrer qu'un tous ensemble national, unitaire, interprofessionnel sur l'emploi est possible. Un 25 avril des laïques, de celles et ceux qui se battent contre l'offensive des évêques et de

Chirac, pour que l'Eglise et le patronat ne soient pas subventionnés par les deniers publics, dans leur entreprise de privatiser l'école.

Un 13 avril massif, un 25 avril réussi, voilà de quoi faire réfléchir une majorité du PS et du PC et le président soi-même, qui tous tiennent leurs mandats des travailleurs, qui ont des comptes à leur rendre. Les partis majoritaires sont des partis ouvriers. Que leur base politique, que leur électorat se mobilisent contre leur politique au gouvernement, les voilà dans l'impasse. La situation créée par le succès des manifestations contre le plan acier-chômage et contre la loi Savary les contraindrait, contrairement à un gouvernement de la droite, à ouvrir leurs oreilles aux slogans de la rue, à lire attentivement les pancartes portées par leurs propres militants.

Les députés du PS et du PC ont été élus par les travailleurs. Ils doivent être la cible des exigences ouvrières. Parlementaires et majoritaires au Parlement, il peuvent et doivent exiger du gouvernement le retrait du plan acier, l'obliger à reculer sur les licenciements. Comme ils doivent faire retirer la loi Savary. Ainsi faire céder le gouvernement, par la mobilisation unitaire, en exigeant des députés du PS et du PC qu'ils satisfassent les revendications, tel est l'objectif immédiat. Et ce au nom des revendications ouvrières aussi élémentaires que le droit à l'emploi et aux salaires décentes ; mais aussi pour une autre politique, fondée sur la satisfaction des besoins du plus grand nombre, et non sur la satisfaction des profits privés de la minorité d'exploiteurs. Pour cela, rendez-vous dans la rue le 13 avril et le 25 avril.

Jean Lantier



Charognards !

Sous le règne des Giscard, Chirac et Barre, les emplois dans la sidérurgie sont passés de 151 700 en 1973 à 104 900 en 1980 (-42 %) ; la production de 25 millions de tonnes en 1973, à 23 millions en 1980 (-9 %). Ces chiffres expliquent pourquoi la droite se réjouit du dernier plan acier.

« Le gouvernement, commente Chirac, a fait une toute petite partie du chemin, mais il n'en est qu'au début. C'est l'ensemble de sa politique économique et sociale qu'il doit remettre en cause pour la changer. »

Sur le terrain, ils versent une larme sur le sort des travailleurs licenciés. Jean-Marie Rausch (CDS), président du conseil régional Lorraine, vote avec les conseillers de la majorité une motion exigeant la révision du plan.

Démagogues ! Leur souci reste de préparer, de favoriser les attaques futures. « Il n'y aura pas, précise Chirac, de redéploiement industriel, de croissance nouvelle, sans que soient remis en cause les choix fondamentaux faits au début du septennat. » La politique actuelle est encore trop sociale à leur goût !

Ils parlent d'expérience. Tous les travailleurs ont connu sous leur règne, vingt-trois ans durant, les acquis menacés, le droit au travail remis en cause. Des ordonnances gaullistes contre la Sécurité sociale, aux derniers plans Barre...

Ils profitent des mesures du gouvernement aujourd'hui, pour justifier, à l'avance celles qu'ils espèrent prendre demain. Si l'alternance qu'ils n'ont jamais admise à gauche, jouait en leur faveur, à droite.

Démagogues et hypocrites : les deux à la fois.

M. M.



La Lorraine en marche

A Longwy, le 4 avril, une mobilisation impressionnante et une fin de journée mouvementée. Une situation révélatrice de la situation d'ensemble aujourd'hui en Lorraine.

● De notre envoyé spécial

Au barrage de Longwyon, le 4 avril au matin, tous les travailleurs sont très nets sur le but de la marche du 13 avril : « A l'Elysée ! », « Mitterrand a tourné sa veste », « Il faut que le gouvernement et les députés nous entendent et nous voient. »

Dans les usines, la grève est complète, et des piquets massifs aux portes. Tout, dans le bassin de Longwy comme dans le reste de la Lorraine, est arrêté. L'après-midi, la manifestation donne la même impression de force. Entre quinze et vingt mille personnes sont massées pour le meeting sur la place de Longwy-Bas, écoutant les divers orateurs de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CGC, de la FEN. Robert Giovanardi, le seul à susciter une réelle attention, affirme le rejet catégorique du plan acier (voir p. 8) et démontre, avec au passage quelques exemples locaux, qu'on doit définir un « autre plan prenant en compte une production d'acier socialement utile pour les besoins de la population et pour la coopération avec le tiers

monde ». Il conclut, en appelant à s'inscrire massivement pour la marche sur Paris : « Mitterrand est venu à Longwy avec des promesses [allusion au voyage présidentiel d'octobre 1981, NDLR], nous irons à Paris lui demander des actes. Nous demanderons à tous les députés, à tous les ministres qu'ils viennent s'expliquer sur leur politique. »

Quand le cortège se forme, dès les premiers pas, une Internationale retentit, lancée par un groupe de préretraités de l'usine de Gorcy. Quelques slogans : « Union, action pour l'emploi » et « Mitterrand, respecte les engagements ! »

Quelques discussions, en même temps : oui ou non, est-il vrai que « nous pouvons faire reculer le gouvernement » et « faire annuler le plan acier », comme le dit le tract de la LCR, seul tract d'organisation politique diffusé ? Les avis sont partagés : « S'il lâche, Mitterrand devra faire face à plein d'autres qui feront pareil. A cause de ça, il nous dira sans doute non. » Découragement ? « Au contraire, il faut être les plus forts possible, pour

Le 13 avril et après

Une détermination et une conscience politique impressionnantes marquaient la journée de grève du 4 avril et les jours précédents la marche du 13 sur Paris. A la veille de celle-ci, plus de trente mille inscriptions étaient rassemblées.

Nous y consacrons un reportage à Longwy, plusieurs interviews (p. 8, 9 et 10) et le compte rendu de meetings en Lorraine (p. 16). En même temps, les directions du mouve-

ment ouvrier n'ont rien fait pour diminuer l'écart entre la mobilisation en Lorraine et le reste du pays (p. 7). Au point de rendre impossible une montée massive d'autres travailleurs ayant les mêmes problèmes (p. 5). Il est urgent de faire connaître partout la lutte et les exigences des Lorrains. Comme eux ont, en ce moment, la volonté de construire l'unité et de poursuivre leur lutte au-delà du 13 avril.

l'obliger à changer. » En fait, il n'y a rien à y perdre et même ceux qui, ainsi, doutent de la possibilité d'obtenir l'annulation du plan sont prêts à se battre en ce sens, qui leur paraît légitime en se disant qu'au pire, ils peuvent ainsi décrocher « quand même quelque chose ».

Une idée l'emporte : « Ce qu'ils ont décidé, ce sont les mêmes saletés que sous Giscard ». Et ceux qui écoutent la conférence de presse de Mitterrand sur leurs transistors commentent : « Il n'a toujours rien dit. » Cette impression de vide dans le discours présidentiel s'explique aisément : la force de la mobilisation, la conscience d'être bradés et trahis sont à ce moment-là assez grandes pour avoir l'espoir de boule-

verser les décisions gouvernementales.

Au commissariat !

Le cortège avance, entouré des milliers de travailleurs et de leurs familles qui n'étaient pas entrés sur la place : ce sont vraisemblablement trente mille personnes qui sont en mouvement dans les rues, dans le cortège ou tout autour. Traduisant le sentiment de force de tous ses voisins, une femme d'une cinquantaine d'années reprend l'air du Chiffon rouge : « Compagnons de colère... ». Brusquement, elle s'arrête et s'exclame : « Regardez ! » En effet, quittant la manifestation, près de deux mille personnes se dirigent tout droit vers le commissariat. Ils seront sui-

vis, tout au long de l'avancée du cortège : des jeunes chômeurs, des préretraités, des sidérurgistes vont par milliers vers les flics, s'arrêtent devant eux, tout près, et les insultent.

Unité !

Dans le cortège, le groupe « 79-84 » appelle à l'unité et propose des « assemblées ouvrières de travailleurs et de chômeurs ». Il fera une intervention, en fin de manifestation puisque les directions syndicales lui ont refusé le droit de parler au meeting : « On ne peut pas en rester au désespoir, il faut construire un projet qui concrétise la solidarité de tous (...). Il faut réunir des assemblées générales pour que l'ensemble des travailleurs et des chômeurs prennent en main la lutte et décident des objectifs et des formes d'actions » (voir p. 9).

De même, dans le cortège, la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) diffuse et fait signer une « lettre à Mitterrand » : « Nous voulons vivre et travailler sur le bassin de Longwy ! Entendez-vous ce cri ? »

Affrontements, incendies

A la fin de la manifestation, les ouvriers du feuillard de Rehon rentrent précipitamment vers leur usine : le bruit court que des « autonomes » veulent y faire un sabotage ! Des milliers

de personnes vont vers le commissariat rejoindre les quelques centaines, dont beaucoup de jeunes chômeurs, qui harcèlent les CRS sous divers projectiles. Les affrontements éclatent. Ils dureront de 17 heures à 1 heure du matin, soutenus par la présence constante de deux à trois mille personnes qui vont et viennent.

« J'étais parti deux heures me reposer », entend-on : « Si ce n'est pas malheureux d'être là à mains nues. » De temps en temps, après une grenade déflagrante à tir tendu, le cri « CRS-SS » est massivement repris. Des blessés légers s'accumulent. Un jeune de dix-neuf ans a trois doigts arrachés : il croyait pouvoir relancer une grenade vers les flics, elle lui a éclaté dans la main.

« Si ce n'est pas malheureux de ne pas pouvoir les déloger de là. En 1979, au moins, les dirigeants du PC et du PS avaient exigé le départ des flics de Longwy. » « Leur présence est déjà une provocation. »

Sur le coup de minuit, on apprend que les ouvriers du feuillard, à Rehon, à cinq kilomètres de là, ont fait brûler « le château des cadres ». Ils espèrent pousser les CRS à venir jusque vers leur usine, où ils les attendent de pied ferme. « Sans organisation on est tous dispersés et on a beau faire les flics sont toujours là », commentent quelques militants.

Pierre Rème

PROVENCE



Un rendez-vous manqué

Sidérurgie, navale, mines, aluminium, vingt cinq mille suppressions d'emplois planifiées. Comme la Lorraine, la région Provence-Côte d'Azur est menacée de mort. Mais les luttes, en riposte, ont du mal à se rejoindre. Seuls ceux d'Ugine-Acier, accompagnés de délégations, monteront à Paris vendredi.

« C'est trop mou », résume un travailleur d'Ugine-acier. La préparation de la montée sur Paris n'est pas à la hauteur. « Des gars se découragent, poursuit-il, je crains même qu'ils ne se décommandent pour vendredi 13. »

« Beaucoup ne croient plus en rien, c'est ce qui m'inquiète le plus », explique un militant des chantiers de La Seyne. « Le gouvernement n'a pas de politique industrielle et nous en subissons les conséquences. Mais, plus grave encore, il n'y a plus de tout de projet de société, aux yeux des travailleurs. »

Ces remarques n'ont rien à voir avec des commentaires désabusés. Elles sont faites en pleine action. Mais même « la lutte au ventre », la politique de la gauche vous fait de ces douches froides...

Le dernier conseil régional Provence-Côte d'Azur se tenait au centre socio-culturel de Fos. Plusieurs milliers de travailleurs se rassemblent à l'extérieur de l'immeuble, des haut-parleurs retransmettent les débats. « A la polonaise », commente un militant, avec un clin d'oeil. Des mineurs de Gardanne, des travailleurs de Péchiney sont présents, le cortège d'Ugine regroupe presque tous les travailleurs de l'usine en grève. Beaucoup de banderoles et de prises de paroles de la CGT; la CFDT, elle, est pratiquement invisible. Une vingtaine de militants de la LCR diffusent leurs tracts et vendent Rouge.

Gaudin (UDF), chef de l'opposition, minoritaire au conseil régional, prend la parole et proteste contre la fermeture d'Ugine. Il doit se rasseoir sous les huées et les sifflets sans terminer son speech.

« Notre région est en plein drame », déclare Pezet (PS), président du conseil régional, « la fermeture d'Ugine est incompréhensible. » Il annonce, en forme d'espoir, la confirmation de commandes pour les chantiers navals de La Seyne et de La Ciotat.

Hermier (PCF) intervient à son tour. On écoute, mais les applaudissements sont modérés. La semaine dernière, il avait fort à faire au

cours de sa prise de parole devant les portes d'Ugine. Des travailleurs l'interrompaient : « Si vous avez tant de courage, pourquoi ne quittez-vous pas le gouvernement ? » « Te rends-tu compte dans quelle m... on serait si le ministre de l'Industrie était communiste ! »

Dans la manifestation qui assiste au conseil régional, les propositions des militants de la LCR éveillent un intérêt certain : ils proposent d'organiser la montée à Paris la plus massive possible. Les discussions sont franches, même si elles commencent souvent, par une apostrophe coutumière « Vous avez, pourtant, appelé à voter Mitterrand ! » Plusieurs travailleurs emportent de petits paquets de tracts de la Ligue, pour les diffuser sur leur lieu de travail, d'autres achètent Rouge...

Au bout de deux heures, ceux d'Ugine repartent. Le rassemblement se disperse peu à peu. Le conseil régional est toujours en session... Il votera une motion demandant aux pouvoirs publics de réviser les propositions de fermeture d'Ugine !

Accompagner ceux d'Ugine

Sidérurgie, navale, mines, aluminium, vingt cinq mille suppressions d'emplois sont l'horizon quotidien des travailleurs de Provence-Côte d'Azur. La marche sur Paris pouvait réunir deux régions en lutte. La colère, l'amertume, l'inquiétude sont aussi profondes chez les travailleurs du sud que chez les sidérurgistes lorrains. De Fos à La Seyne, la mobilisation est permanente, dans les entreprises, les agglomérations, les femmes des travailleurs des deux sites se sont organisées, pour soutenir la lutte, entreprendre leurs propres actions. Dans les deux usines l'unité des organisations syndicales est réalisée, même si elle ne va pas sans problème.

Mardi 12, le PS, le PCF, le MRG, la CGT... appellent à une manifestation à Marseille, pour accompagner ceux d'Ugine qui prendront le car pour Paris. Mais ceux de La Seyne ne peuvent



« monter ». Ils ont déjà trente millions de dettes, coût de leur marche sur la capitale le 24 janvier. Ceux de Péchiney (aluminium), étaient prêts eux aussi à participer à la marche. Mais l'intersyndicale de leur groupe appelle à une action nationale dans les différentes usines le même jour... ils ont dû s'y tenir.

Ces obstacles auraient pu être effacés, avec le concours des unions régionales, des fédérations, des confédérations et même du conseil régional puisqu'il rejette les conséquences du plan acier, s'élève des dizaines de milliers de sup-

pressions d'emplois qui menacent la région.

Mais ces possibilités sont restées lettre morte. Comme toujours, les faits démontrent la limite des discours, appelant les travailleurs à l'action.

Rassembler

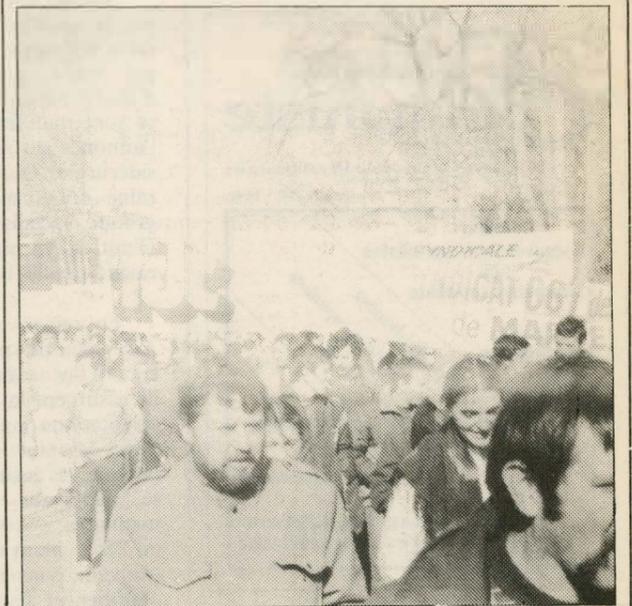
L'action, pour les travailleurs d'Ugine, est presque quotidienne. Le directeur de la SOLMER a eu la maladresse d'approuver la fermeture d'Ugine dans la presse locale. Il s'est retrouvé illico avec un parterre de fils d'acier dans le jardin de sa villa.

« J'ai l'impression qu'on va être très, très contrôlés, en montant à Paris, remarque un sidérurgiste. Mais même si c'est très très dur, on se fera entendre. »

Au lendemain du conseil régional de Fos, les travailleurs du chantier naval de La Seyne et la population locale, mardi 10, marchent à nouveau sur Toulon. Trois heures de route, chariots élévateurs et camions grues, ouvrent le cortège. A Toulon, ils font la jonction avec ceux des mines de Brignoles, des travailleurs de l'Arsenal... La manifestation est aussi nombreuse qu'en décembre, lors de la première marche régionale qui avait déjà réuni quinze mille personnes. Le cortège devrait s'arrêter devant la chambre patronale, il continue, s'étire. « C'est eux qu'il faudrait restructurer », commente un ouvrier, en passant devant le siège du PS.

On arrive devant la préfecture, les minutes passent. Certains ont visiblement envie d'en découdre. La sono de la camionnette CGT de l'union départementale appelle les travailleurs au calme. La préfecture étant sur une butte, « il serait aventureux d'essayer de la prendre d'assaut ». Après une entrevue avec les services préfectoraux, R. Dimo, secrétaire de la CGT des chantiers, s'adresse aux manifestants. Il souligne l'importance de la journée du 13 qui verra les sidérurgistes à Paris défendre leur emploi. « On m'a demandé récemment, conclut-il, si j'avais des amis au gouvernement. Aujourd'hui mes amis sont dans la classe ouvrière. Ce rassemblement avec des travailleurs de la navale, des mines, de l'Arsenal est une image du mouvement qui devra faire céder le gouvernement. »

Michel Morel



Finalelement le PCF se rallie...

Le PCF est confronté au problème insoluble de la quadrature du cercle. Garder les postes ministériels et se démarquer de la politique d'austérité sans rompre. Chevaucher le mécontentement sans déclencher une tempête sociale. Et ce cercle vicieux ne sera pas brisé par un imaginaire grand soir du départ des ministres du PCF... Alors, c'est l'impasse, pour les militants du parti ?



Le 2 avril, Marchais disait « il faut faire une autre politique » car celle pratiquée par le président et la majorité « est une politique absolument vouée à l'échec ». Le 2 avril, Marchais disait que sa participation à la marche des sidérurgistes le 13 avril « est tout à fait possible. Je considère qu'ils ont raison ».

Entre-temps, Mitterrand approuve et contresigne le plan de licenciements et l'ensemble de la politique d'austérité mise en œuvre. Le président répondait à Marchais qu'il faut « mettre les choses au net ».

Elles sont mises au point depuis que Lajoinie, chef du groupe parlementaire PC, a rendu visite à Mauroy, le 9 avril. « Pas la polémique, l'union », clame l'Humanité d'après l'entrevue. « Il faut s'unir pour l'application des engagements que nous avons pris ensemble et renouvelés il y a quatre mois. Ça n'est pas le moment de se lancer dans des polémiques. » Quant au 13 avril, dit Lajoinie, « c'est une manifestation syndicale (...) nous n'avons pas du tout l'intention de chapeauter quoi que ce soit. Nous ne sommes pas à l'origine de la manifestation ».

Alors, du 2 avril, jour de passage de Marchais à la télé, au 9 avril, date de la rencontre Lajoinie-Mauroy, ce n'était qu'un feu de paille, cette fronde ?

manifestations verront dans la rue une partie de l'électorat et de la base militante du PCF se mobiliser contre les mesures politiques que les ministres et les parlementaires du PC approuvent de fait.

Et ce ne serait pas une contradiction ?

En tentant de renvoyer la balle de l'austérité dans le camp du PS et du président, Marchais a ouvert les vannes d'une pression : celle des militants qui ne veulent plus que leur parti cautionne davantage l'austérité. Ils l'expriment en demandant le départ des ministres.

Ce faisant, Marchais a avivé la contradiction. Les ministres du PC, les parlementaires, le parti lui-même pouvaient et peuvent toujours exiger le retrait du plan acier-chômage, comme ils peuvent s'opposer à la loi antilaïque qu'est la loi Savary. Marchais se garde bien de le faire.

Du coup, quel est le but de la mobilisation ? Quels sont les objectifs du 13 et du 25 avril, pour le PCF ? En fait, il semble se contenter d'une habile gestion du mécontentement, d'un débouché public à la « légitime colère » du peuple de gauche.

C'est jouer avec le feu, car les militants dans la rue le 13 et le 25 avril verront les parlementaires et les ministres de leur parti approuver finalement une politique qu'eux refusent.

Et pourtant, il faut en finir avec l'austérité

Le doute et le désarroi ne peuvent que gagner les militants du PC, quand le langage des dirigeants change si brusquement, lorsque les manœuvres de sommet remplacent une politique claire fondée sur les intérêts immédiats des travailleurs. Sortir de ce cercle vicieux, c'est poser le problème en d'autres termes. Il ne s'agit pas d'attendre le grand soir, où les ministres sortiraient, pour qu'enfin, les mains libres, on puisse déclencher les luttes.

Les Lorrains sont à Paris et avec eux des travailleurs d'autres entreprises. Demain, des milliers et des milliers de gens seront dans la rue pour défendre l'école laïque et s'opposer à la fois à la loi Savary et à l'of-

fensive de Chirac et de ses évêques.

Il est possible dès maintenant d'organiser la mobilisation unitaire et nationale, nécessaire pour faire céder le gouvernement. Dans la préparation du tous ensemble pour l'emploi et les salaires, les militants communistes ont toute leur place. L'objectif pour les travailleurs, c'est le retrait du plan acier-chômage, c'est le retrait de la loi Savary.

Et c'est possible ! Hier, il fallait chasser Giscard. Aujourd'hui, il faut contraindre un gouvernement, que les travailleurs ont mis en place, à faire une politique à leur service. Tout est là. La seule voie est celle du tous ensemble dans ce but, syndicalistes, travailleurs, militants socialistes et communistes au coude à coude.

Se fixer un tel objectif, c'est sortir du faux dilemme : quitter le gouvernement ou y rester. Face à la réaction et au patronat, pour les revendications, de toute façon, la mobilisation nationale est immédiatement nécessaire.

Jean Lantier

Une contradiction insurmontable

« Il n'y a pas contradiction entre notre appel et notre soutien à la mobilisation populaire et notre loyauté et notre engagement dans la majorité et au gouvernement. Il s'agit d'une action tout à fait liée, interdépendante », explique Lajoinie.

Pourtant, la contradiction est béante, et ressentie comme telle par des milliers de militants communistes, confrontés à la réalité concrète de l'austérité gouvernementale.

Le 13 avril et le 25 avril, deux

Le PS dans l'impasse

Venant après les capitulations de Savary sur la question scolaire, la restructuration de la sidérurgie a mis en difficulté le principal parti gouvernemental. Une question resurgit : à quoi sert une formation qui, en dépit de sa majorité au Parlement, ne peut contrôler ni influencer l'action de l'exécutif.

Venant après les capitulations de Savary sur la question scolaire, la restructuration de la sidérurgie a mis en difficulté le principal parti gouvernemental. C'est tout d'abord parmi les élus que les tiraillements se sont manifestés avec le plus de force, à l'annonce du plan de restructuration de la sidérurgie. Quatre parlementaires de Lorraine ont suspendu leur participation au groupe socialiste (voir Rouge du 6 avril). D'autres ont laissé entendre qu'ils ne voteraient pas le budget de l'Industrie.

La raison de cette grogne est simple. Aux yeux des sidérurgistes, des mineurs ou encore des travailleurs des chantiers navals, ils assument la responsabilité collective des orientations gouvernementales. Une situation d'autant plus douloureuse que la logique des institutions de la V^e République se déployant complètement, les parlementaires — comme d'ailleurs la direction du PS — n'ont même pas été consultés et se trouvent dans l'incapacité de contrôler et d'influencer l'action de l'exécutif.

L'arbitrage de l'Élysée étant intervenu, le plan acier ne peut être substantiellement infléchi ou atténué sans épreuve de force avec le gouvernement. Il ne reste dès lors à l'état-major socialiste que le loisir de prêcher dans le désert, en faveur d'un « volet social » accompagnant les restructurations. Ce que traduit Jean-Paul Bachy, secrétaire du PS aux entreprises : « Laisser se perpétuer dans la sidérurgie française un déficit dépassant chaque année dix milliards de francs était impensable et suicidaire. Mais cette modernisation ne doit pas se faire contre les travailleurs et contre l'emploi. »

Tout cela ne peut qu'accentuer la crise d'identité du PS. A quoi peut bien servir un parti qui, en dépit de sa majorité absolue au Parlement, ne peut même pas peser sur les décisions du pouvoir et servir de relais entre ce dernier et l'opinion ouvrière ? Et le malaise n'est pas près de se dissiper. Car aucun des courants en présence au sein du PS n'apporte de perspectives aux militants.

Jean Poperen qui, il n'y a pas si long-

temps, dénonçait le divorce croissant entre la gauche et sa base sociale, approuve aujourd'hui chaleureusement les propos de François Mitterrand, lors de sa dernière conférence de presse. « En pleine harmonie avec le grand dessein qui vient d'être rappelé et actualisé, indique-t-il, les socialistes puiseront dans ces propos une énergie et une confiance accrues, en un moment que tous ressentent comme décisif. »

Quant au CERES, ses critiques plus ou moins vives de la ligne de Jacques Delors — « Les contradictions entre l'action du gouvernement et les préoccupations de son électorat s'aggravent », écrit par exemple Didier Motchane, dans la dernière livraison d'En jeu — laissent place à l'alignement dans le cadre de la majorité du parti. Michel Charzat, l'un de ses responsables, membre du secrétariat national du PS, affirmait ainsi le 2 avril que les mesures concernant la sidérurgie étaient « une chance de renouveau pour ces secteurs industriels et pour ces régions ».

L'impuissance des dignitaires socialistes à déterminer la place et le rôle de leur formation s'exprime parfaitement dans l'éditorial de l'Unité du 6 avril. Claude Estier y appelle tout simplement... à relayer l'effort d'explication du président de la République : « Dans le cours de son intervention de mercredi, François Mitterrand a souligné la nécessité d'expliquer. Cela rejoint un souhait que nous avons souvent exprimé ici. Il est vrai qu'il le fait lui-même mieux que personne. Ce n'est pas une raison suffisante pour qu'il soit laissé de plus en plus souvent seul en première ligne. » Le godillot a encore décidément un bel avenir.

Christian Picquet

Vient de paraître

Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
Section Française de la IV^e Internationale
28 avril 84 14 fr.

Dossier
**Reconversions capitalistes
ou
alternative socialiste**
La grève de
Rhône-Poulenc
Vitry
Spécial rassemblement
contre l'austérité, contre l'Europe capitaliste
26-27 mai au Bourget
Contributions
- PCML
- Gauche autogestionnaire
La grande mutation de
l'industrie américaine



CFDT

La direction contre ses militants

Au lieu de s'opposer à une restructuration industrielle imposée sans aucun débat national sur les besoins sociaux, au lieu de rejeter les suppressions d'emplois, la direction de la CFDT (fédération métaux et confédération ensemble) a refusé d'apporter son soutien aux sidérurgistes.

« La CFDT s'est mobilisée avec force, a pu déclarer récemment Edmond Maire, pour mettre en échec (...) une décision prise sans que les travailleurs et leurs représentants syndicaux aient pu dire

un seul mot. » (1) C'était au sujet de Talbot... Pour la sidérurgie, où pourtant les mêmes méthodes patronales sont employées, la direction de la confédération semble globalement satisfaite.

Elle a, le 5 avril au matin, salué « la détermination » du président de la République. Et surtout le fait qu'il ait « reconnu les erreurs de prévisions... en matière de production d'acier ». Pourquoi dès lors l'appareil de la confédération aiderait-il la mobilisation des sidérurgistes ? Si « l'erreur de prévision » est « reconnue », la lutte de ces travailleurs ne devient-elle pas à peu près totalement irrationnelle ?

Ces propos d'Edmond Maire en ont fait bondir plus d'un, en Lorraine parti-

culièrement. Ce que traduit un communiqué à l'AFP (Agence France-press) de Jean-Paul Othelet, secrétaire de l'union régionale interprofessionnelle CFDT en Lorraine. Celui-ci, signalons-le pour que son texte prenne tout son relief, est un « recentré » à 100 ou 120 %. « J'essaie, écrivait-il cependant le jeudi 5 avril après-midi, de joindre Edmond Maire pour lui dire notre surprise. Il semble qu'il y ait là une divergence dont il faut discuter avec la confédération. Si Edmond Maire veut dire qu'il faut suivre le



plan gouvernemental, nous on dit non. » Bref, traduisant les positions des sidérurgistes, la direction de la CFDT au niveau de la région Lorraine « est bien en lutte pour la révision du plan acier ». Loin d'approuver les propos de Mitterrand, elle « estime » que le président de la République a confirmé « les décisions des gouvernements précédents, à savoir la disparition à terme de la sidérurgie lorraine ».

des sidérurgistes dans la région parisienne. Diverses consignes, en provenance de la direction de la fédération métaux (FGM-CFDT) affirmaient que les Lorrains tenaient à « rester seuls dans la manifestation ». Pour le moins paradoxal !

En pratique, ce refus d'organiser la solidarité a suscité bien des réactions. Après plusieurs jours d'informations contradictoires, une note de l'URP (union régionale parisienne de la CFDT), datée du mardi 10 avril, appelle les syndicats à venir nombreux « accueillir » les Lorrains place de la Nation.

Bien tard ! Et lourd obstacle à de possibles appels à la grève...

Savoir d'où peuvent venir de telles manœuvres honteuses, à quel calcul elles correspondent, plus d'un militant de la CFDT aura à cœur de la démêler. En particulier en Lorraine et dans la fédération de la métallurgie. En effet, Edmond Maire et l'ensemble de la direction apparaissent, en ce 13 avril, tout aussi en porte-à-faux face à la mobilisation contre le plan acier qu'ils le furent, le 8 mars, pour la défense du pouvoir d'achat.

Pierre Rème

Ce qu'aurait dû faire la CGT...

Face au 13 avril, l'action de la CGT est bien éloignée de ce qu'imposait l'ampleur des capitulations gouvernementales devant le patronat. S'il en est ainsi, c'est que Krasucki ne cherche pas à gagner contre le gouvernement, contre sa politique.

Ce qu'aurait dû faire la CGT pour que le 13 avril soit un tous ensemble sur l'emploi était évident.

Son secrétaire général, Krasucki, aurait déclaré au gouvernement : « Nous, CGT, sommes décidés à vous contraindre à retirer le plan chômage pour la sidérurgie. Nous allons faire du 13 avril une grande date, une montée nationale à Paris de tous les travailleurs touchés par les suppressions d'emploi. Forts de cette marche nationale, nous vous donnons jusqu'au

13 au soir pour retirer le plan. Passé ce délai nous allons tout faire pour obtenir une mobilisation de plus grande ampleur pour vous contraindre à reculer. C'est aux travailleurs que vous avez des comptes à rendre, c'est pour eux que vous devez gouverner, assez de cette politique qu'aux patrons. »

Voilà ce qu'il aurait dû dire. A la place de déclarations en demi-teinte, Aléazard, secrétaire confédéral, de retour de Lorraine, au-

rait lancé un mot d'ordre de grève nationale pour le 13. Amiable, secrétaire de l'union régionale Ile-de-France, aurait appelé tous les travailleurs de la région parisienne à arrêter le travail ce jour-là, et à accueillir les Lorrains en cortège de solidarité.

Un tract national, une affiche nationale, « Solidarité avec les sidérurgistes. Pas un seul licenciement. Tous à Paris le 13 avril pour obtenir le retrait du plan de chômage », auraient été distribués et collés par toute une CGT mobilisée pour cela.

Au niveau confédéral, à l'instar de l'intersyndicale de Lorraine, la CGT aurait proposé la coorganisation d'une telle manifestation à la CFDT, à la FEN et à FO.

Et qui peut croire que les adhérents n'auraient pas été motivés par une telle perspective, tant il est clair que la mobilisation obtenue est

proportionnelle à l'action proposée et à la détermination des militants...

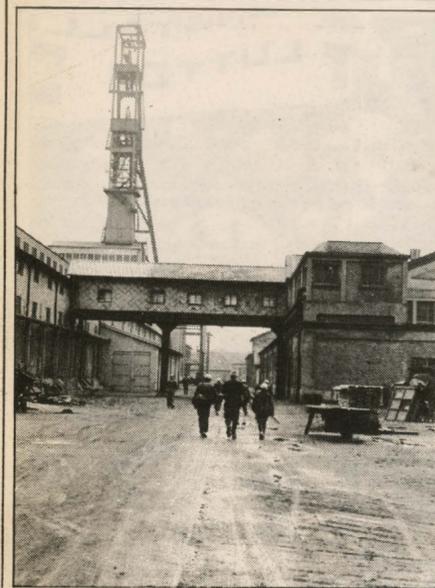
La direction de la CGT n'a pas fait cela. En région parisienne, c'est sélectivement qu'elle a appelé au débrayage. Au niveau national, c'est avec parcimonie qu'elle a organisé la montée. Même si en Lorraine, la montée est massive, le poids confédéral n'a pas été à la hauteur de la mobilisation des sidérurgistes.

Et tout cela parce que la direction nationale de la CGT ne se propose pas, par ce 13 avril, de faire céder le gouvernement. Ce qu'elle cherche, ce n'est qu'une expression limitée du mécontentement. Pas de gagner contre le gouvernement, contre sa politique.

Et après, ils nous diront que « tout dépend de vous »...

Jean Lantier

1. Dans un livre qui vient de paraître : *la CFDT en questions*, p. 244. Collection Témoins. Gallimard.



R. GIOVANARDI

« Une lutte sans merci... Nous irons à Paris pour demander des actes »

Le compromis social du gouvernement, c'est de ne pas exécuter tout de suite la sentence de condamnation à mort qu'il a décidée pour les bassins d'emploi de Caen, Longwy, Neuves-Maisons et Pompey. Et ce qui est fixé, c'est la suppression de trente mille emplois sidérurgiques.

Le plan acier, c'est le refus du dialogue. Le choix opéré est le fait du prince. Mitterrand a tranché. Les travailleurs et les syndicats n'ont même pas reçu d'informations sur les conséquences des choix sur leurs emplois et sur leurs installations.

Non, ce n'est pas cela la nationalisation de la sidérurgie que veulent les travailleurs !

Face à cette situation, la CFDT affirme sa volonté de s'inscrire dans une lutte sans merci pour faire annuler ce plan.

La CFDT rend hommage à l'ouvrier de Longwy de 1979 qui s'est dressé contre la politique de casse et de suppression d'emplois de la droite.

La CFDT rend hommage à l'ouvrier de Longwy de 1984 qui s'est dressé contre la politique de casse et de suppression d'emplois d'une



Il faut connaître ce que pensent et disent les militants, au cœur de la lutte. Nous avons donc choisi de leur donner une large place.

Robert Giovanardi, secrétaire de la CFDT à Usinor-Longwy, déjà en première ligne en 1979. Michel Olmi, militant CGT, ancien du PCF, écarté de toute responsabilité alors qu'après avoir été sidérurgiste, il était le secrétaire de l'union locale en 1979. Marcel Donati, militant du PCF depuis une trentaine d'années, lamineur à Usinor-Rehon, très marqué par l'expérience de Radio Lorraine-Cœur d'acier en 1979. Gérard Trarbach, actuel secrétaire de l'union locale CFDT, bien gêné par



M. OLMI

« Enraciner l'action dans les entreprises. Unir les travailleurs et les chômeurs »

« Nous sommes devant le bilan de trois ans de majorité de gauche... »

S'il y a eu des aspects positifs durant les deux premières années (les congés payés, la retraite à soixante ans, quelques droits nouveaux...), c'est à mettre à l'actif de la lutte des travailleurs sous Giscard. Tous les grands problèmes restent posés : le pouvoir d'achat, le volet des restructurations industrielles et le chômage.

D'où un gros problème : le peuple de gauche a très mal senti les promesses

faites et pas tenues : « une trahison », tel est le sentiment le plus fort. Les gens auraient préféré que la gauche...

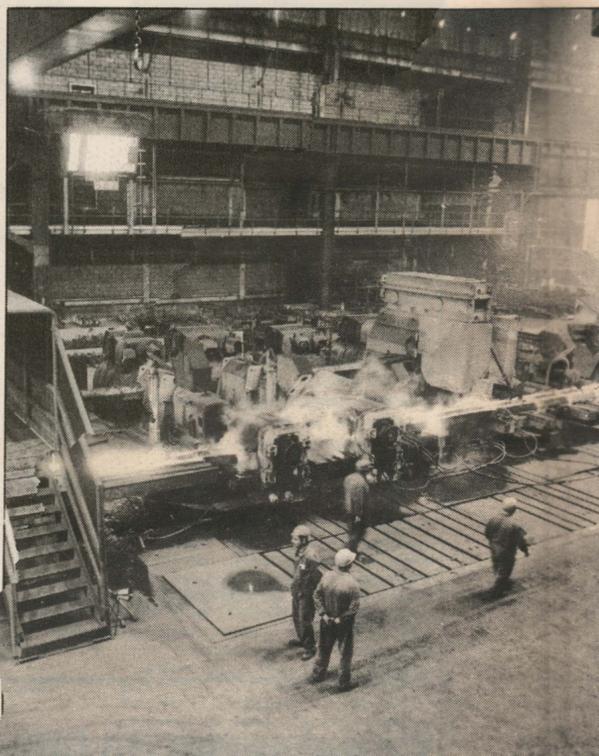
la situation mais exprimant les positions de rejet du plan acier.

Jean-Claude Brulé et Jean-Charles Spigarelli, parmi les animateurs de « 79-84 ».

Le premier, militant CGT à Usinor depuis plus de vingt ans, écarté de toute responsabilité en même temps que Michel Olmi et beaucoup d'autres. Le second, militant CFDT, ancien responsable du groupe socialiste d'entreprise d'Usinor.

Par leur unité comme par leurs différences et contradictions parfois, leurs réponses témoignent de la réflexion ouvrière en marche au cours de l'action.

Pierre Rème



que des réserves au plan. Mais son intervention au meeting d'hier défendait une orientation nettement plus ferme. Dit-elle : « On défend les emplois dans la sidérurgie en exigeant le retrait du plan » ou seulement « On défend la sidérurgie parce qu'on n'a pas le choix en l'absence de diversification »... ? Cette question sur les objectifs vaut aussi pour certains des membres de « 79-84 ». Au même moment, la lutte n'est pas exactement sur les mêmes objectifs pour ceux du feuillard : « maintien de tous les emplois... et tout arrêt d'installation... », perspective que semble reprendre la CGT aujourd'hui.

Si les objectifs ne sont pas les mêmes, l'unité reste de façade. Et elle risque de se

briser si le gouvernement prend des initiatives importantes de reconversions avec des implantations d'entreprises. Qui dit que certaines organisations ne joueraient pas le jeu ?

« Aller à Paris, en se fixant quel but, selon toi ? »

« Au retour du 13 avril, rien ne prouve que tout sera réglé... »

ment une manifestation traditionnelle que le gouvernement laissera passer sans réagir. Si on dit : « On va exiger auprès du gouvernement, vers le pouvoir de décision politique, — l'Assemblée nationale et l'Elysée », ça donnera un autre contenu. La formule « Marche sur l'Elysée » comporte une ambiguïté : on n'y va pas pour renverser le gouvernement. On y va pour dire à Mitterrand : « Revenez sur votre décision ! »

Le 13, même très réussi, ne sera sans doute pas suffisant. Il faudra poursuivre : en enracinant la lutte dans les entreprises et en y associant les chômeurs, qui étaient nombreux dans la manifestation et dans les actions contre le commissariat.

En fait, il faut maintenant se préparer à passer, pour gagner, à une étape supérieure. En effet, ceux du feuillard comme ceux de

G. TRARBACH

« Nous regrettons l'absence de prise de position nationale de la CFDT »

« Faire retirer le plan acier, est-ce vraiment le but ? »

Faire changer certaines décisions, et notamment obtenir, dans les « produits longs », la construction du « train universel de Gandrange », oui ! Car le refus de la réaliser condamne à terme toute la sidérurgie lorraine.

Sur Longwy, je ne pense pas qu'un recul du gouvernement soit possible. Mais on ne peut pas admettre la suppression des 1 800 emplois du feuillard de Rehon sans rien à la place.

« Comment juges-tu, au travers de ces dernières décisions, la politique du PS et du PC ? »

On a été trompé. En 1979, on avait une alternative politique. On y a mis un énorme espoir. En fait, rien n'a avancé : pas même la concertation avec les organisations syndicales.

« Cependant, il n'y a pas eu, contre le plan acier, de « coup de gueule » d'Edmond Maire... »

Cela peut être l'Elysée, ou le ministère de l'Industrie... Une manifestation comme celle-là remet en cause le gouverne-



« 79-84 » ont mené jusqu'à présent une lutte en vue de la sensibilisation. On en voit les résultats, d'une certaine façon, dans la manifestation d'hier. Après ça, on ne peut plus se contenter des actions de groupes déterminés.

Quelle mobilisation sera réalisée jusqu'au 13 et après ? Tel est le problème principal. On vient de voir la reconstitution du Front commun syndical et ses effets sur l'ampleur de la grève et de la manifestation : à Longwy on le sait bien, l'unité rassemble. Mais les gens ne sont pas dupes : ils

sentent les limites de l'unité. Et il faut donc que la population et les travailleurs fassent pression pour consolider l'unité et l'action.

Si la reconstitution du Front commun syndical se confirme, il doit exister sous le contrôle des travailleurs, sur la base d'assemblées générales d'usines et d'assemblées générales centrales, devant tout le monde. C'est à partir d'une telle unité de la masse des travailleurs d'Usinor que peut se faire le lien avec toutes les couches de la population.

Tout en voulant faire changer ces décisions, il faut avoir conscience des risques de récupération par la droite.

« Certes ! Et comment penses-tu les éviter ? »

Avant tout par l'unité syndicale : dans le Front commun syndical, dans la région lorraine toute entière. Pour arriver à une mobilisation sur des bases claires.

M. DONATI

« Pour le PCF, la question est priorité gouvernementale ou priorité ouvrière »

« Que penses-tu de la décision de Mitterrand ? »

Il aurait mieux fait de se taire. Il a perdu son temps et il l'a fait perdre à ceux qui l'ont écouté. Il n'a rien dit, en fait, pendant deux heures. Sauf annoncer qu'on aurait un « super-Fabius ».

« On peut, d'après toi, faire annuler ces décisions ? »

Oui, c'est possible. En mobilisant plus largement. Comme dit Mitterrand, dont je reprends au moins une phrase : « Il faut que les choses soient nettes... »

« Tu crois possible d'imposer un retrait du plan ? »

Faire tout annuler, tu ne pourras pas. Tu peux le faire largement modifier. Notre but, d'ailleurs, n'est pas de maintenir l'état antérieur. Ce que nous voulons, c'est une sidérurgie forte. Cela veut dire que tout emploi en surnombre à cause de la modernisation et malgré la baisse du temps de travail doit être remplacé par un autre. Et même par plusieurs autres pour tenir compte du nombre de chômeurs... Ces chômeurs qui forment hier au soir une grande partie de ceux qui voulaient se battre contre les CRS !

Le plan qui a été décidé, il faut le faire retirer : mais



un effet contre le pouvoir d'achat de tous les travailleurs. Et, même moins visiblement, les autres remplissent un rôle à peu près semblable. La question est donc : priorité gouvernementale ou priorité ouvrière... ?

En même temps, il faut un très haut niveau de rapport de forces et pour cela élargir la mobilisation.

Comme aujourd'hui : des actions de masse. De plus en plus larges. Oui, oui : c'est bon aussi qu'il y ait un peu d'anarchie, car c'est peut-être aussi la garantie des libertés... »

Vis-à-vis des directions d'organisations ouvrières, il ne faut plus qu'il y ait opposition entre la lutte des masses ouvrières et les organisations. Tu retrouveras l'unité réelle au sein des luttes : ce sont les travailleurs qui peuvent, eux, imposer leur unité, l'unité comme ils l'entendent. En ce moment, quand quarante ou cinquante gars se réunissent dans l'entreprise et demandent : « Qu'est-ce qu'on fait ? », ils n'ont que faire de savoir quelle carte politique tu as. Si les travailleurs voyaient, au niveau national et partout, les dirigeants d'organisations ouvrières avec eux, unis ça ne serait que mieux.

« Et comment vois-tu la marche du 13 ? »

Dans cette initiative vers Paris, je ne vois rien. Un affrontement ? Je ne le crains pas : il y a toujours eu des affrontements. Non, j'ai peur qu'après Paris, on dise « on a tout fait ». La Lorraine a donné un soubresaut à tout le pays. Et nous sommes dans une phase montante de la mobilisation. Il faut donc voir la poursuite de la lutte après le 13 avril.

« Tu penses donc qu'on peut réellement faire changer la politique de cette majorité ? »

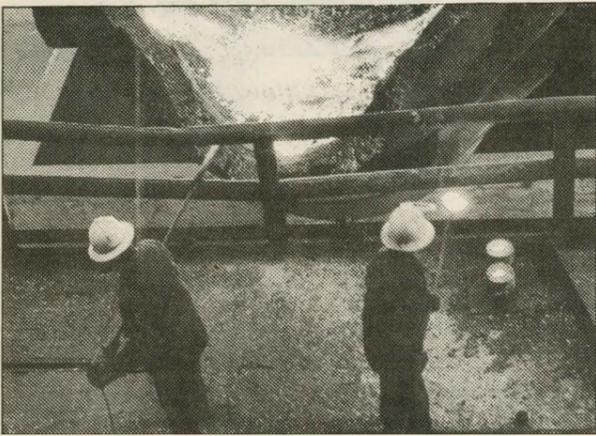
On peut imposer une autre politique. Il n'y a pas

J.-C. BRULÉ et J.-Ch. SPIGARELLI

79-84 rejette la division Nous voulons de véritables assemblées générales unitaires »

« Qu'est-ce qui vous a décidé à constituer le groupe « 79-84 » ? »

Jean-Charles — A la première assemblée générale, le 17 février, nous étions 117 participants, travailleurs d'Usinor, membres de tous les syndicats ou non-syndiqués. Une idée commune : pour refuser la division, re-



→ Front commun syndical (FCS). Dans nos tracts, nous exigeons la tenue d'une assemblée générale unitaire et nous dénonçons « les discours politiques et syndicaux qui laissent croire que tout est négociable ».

Jean-Claude — Nous avons systématiquement rappelé que le FCS, CGT-CFDT-FO-CGC Sidestam [la branche de la CGC regroupant la petite maîtrise à l'exclusion des cadres — NDLR], créé en mai 1983 lors d'une assemblée générale de quinze cents travailleurs, avait sombré ; et avec lui un immense espoir. De même, nous avons souligné comment les assemblées générales communes avaient, en septembre dernier, soudé les forces pour la grande manifestation de dix mille personnes le 23 septembre, et comment elles avaient en même temps décidé d'une marche sur Paris.

● **La montée sur Paris prévue pour le 11 octobre, annoncée encore par tracts le 7 octobre, a été cassée à l'époque sur pression des directions nationales des syndicats et partis de gauche. Seule la CFDT locale était prête à la maintenir mais dut y renoncer de peur de casser l'unité pour une initiative aux trois quarts ratée. Aujourd'hui, l'unité au sommet semble reconstituée. Cela n'entraîne-t-il pas un tournant dans votre activité ?**

J.-C. — On a effectivement toujours dit que notre rôle cesserait si l'unité se reconstituait. Mais précisons : ce que nous voulons, ce sont des assemblées générales unitaires permettant aux travailleurs de décider.

J.-Ch. — Notre assemblée du groupe, le 3 avril, a de nouveau discuté là-dessus. Il a été constaté que l'unité reconstituée risquait fort de n'être qu'une façade. Nous en avons conclu que, même si des assemblées générales unitaires étaient rétablies, nous devrions maintenir nos activités.

J.-C. — La plupart des membres qui ont rejoint le groupe n'ont pas de mandats syndicaux. Ils ont une activité militante réelle grâce à « 79-84 ». Nous voulons d'autant plus dégager le sens de notre action : nous rejetons la division et nous ne voulons pas, une fois une unité formelle reconstituée, nous retrouver prisonniers des rapports de forces entre les organisations. Nous voulons que les assemblées générales permettent d'élaborer les propositions d'action, les reven-

dications, mais aussi les propositions politiques. Rejeter le plan acier, c'est s'affronter directement à la politique actuelle du gouvernement, et lui opposer une autre démarche, une autre orientation comportant y compris des réponses sur les relations internationales.

● **Quand on lit le texte de l'intervention de Robert Giovanardi diffusé en tract à la manifestation du 4 avril, il apparaît assez peu de différences...**

J.-C. — Il existe en commun plus d'une trace des luttes de 1979, tant au sein de notre groupe que dans la CFDT locale et parmi de nombreux militants de la CGT, et pour certains militants dans d'autres syndicats. Au-delà des organisations, c'est l'ensemble des travailleurs qui a été marqué, ici, par la pratique autour de Radio LCA [Radio Lorraine-Cœur d'acier, lancée par la CGT — NDLR] ou de Radio SOS-emploi [la première du genre, lancée par la CFDT — NDLR]. Les non-syndiqués de « 79-84 » savent la force de l'unité et du débat public, démocratique, entre travailleurs. Par ailleurs, nous tirons tous un bilan de l'action du gouvernement depuis trois ans...

Si nous avions le temps, je te citerais de multiples exemples, tel celui d'un ouvrier, jamais syndiqué, venu à notre première réunion avec son bébé de dix-huit mois dans les bras !

L'action a, semble-t-il cependant, précédé la définition nette d'objectifs revendicatifs.

Certains auraient voulu que nous nous définissions plus au début. Nous avons choisi, en fait, d'agir avec la priorité donnée à l'unité. Tout en ayant la volonté de mener, en même temps et complémentirement, les débats pour préciser les orientations. Quand tout semblait trop passif, qui avait envie de discuter sur l'orientation ? Au travers de nos actions, nous avons regroupé plusieurs centaines de travailleurs ; autour d'eux, ils exigent le retour à une véritable unité. Cela fait une pression importante sur l'ensemble des directions syndicales. Et cela s'accompagne de débats pour préciser les objectifs.

Nous voulons que les travailleurs aient les moyens d'imposer l'unité et aussi les moyens, ensuite, de garder cette unité sous leur contrôle. C'est que nous avons fait l'expérience d'un FCS. Il avait été imposé par les exigences des travailleurs, et a foiré à cause des manœuvres d'appareil...

ECOLE

Le 25 avril tous dans la rue !

La droite prépare discrètement une manifestation nationale à Paris. Dommage que le CNAL n'en ait pas fait autant. Mais raison de plus pour réussir le 25 avril. Il ne reste que deux semaines.

Plus que deux semaines avant les cent manifestations du 25 avril. D'ici là, la marche des sidérurgistes et des mineurs aura dominé la mobilisation à gauche. Mais la rentrée scolaire aidant, l'échéance du 25 avril s'imposera vite à nouveau comme l'occasion nationale de dire « assez de concessions » à un gouvernement qui traite les patrons et les évêques avec une égale considération.

Point de contradiction, ni même d'opposition entre l'action des travailleurs licenciés, et les manifestations du 25 : au contraire, dans les deux cas, le même mouvement pousse le « peuple de gauche » à reprendre la rue à la droite, à mettre un coup d'arrêt aux capitulations en chaîne du gouvernement, et à exiger des députés du PS et du PC qu'ils fassent la loi pour la majorité qui les a élus.

Plus que deux semaines... C'est peu, mais c'est assez ! Pour recouvrir les murs d'affiches ; pour réunir des comités locaux unitaires comme cela se fait à Louviers ou Montpellier ; pour multiplier les tracts d'appel ; pour organiser des cortèges intersyndicaux d'entreprises (après la CGT, la CFDT vient d'annoncer sa participation au 25) ; pour faire monter l'exigence d'une loi qui mette l'enseignement privé devant le choix, entre la nationalisation laïque et



la « liberté » sur fonds privés.

Beaucoup, en particulier en province, regrettent que n'ait pas été organisée une seule manifestation nationale. Le CNAL affirme qu'il n'y a pas renoncé. Mais pour quand ? Après que le projet de loi aura été adopté ? La droite (c'est maintenant une quasi-certitude)

prépare, elle, une manifestation nationale, un Champs Elysées - Concorde bien à sa manière. Elle le cache encore pour ne pas stimuler la base laïque à l'approche du 25 avril. Mais, elle a déjà bel et bien pris une longueur d'avance dans les formes de mobilisation.

de gauche. La volonté existe d'arrêter la politique suicidaire du gouvernement. Pour cela, les travailleurs savent qu'ils doivent compter sur leurs propres moyens d'action.

Réussir le 25 avril, c'est faire la preuve que le peuple de gauche ne suivra pas le

Raison de plus de faire du 25 avril une démonstration de force numérique et de détermination politique. L'écho rencontré par le premier appel des personnalités (qui viennent de reprendre la plume — cf. encart), « pour que les engagements soient tenus, pour une grande manifestation à Paris », est significatif d'une profonde poussée dans les organisa-

gouvernement dans la voie qu'il a choisie. C'est montrer dans la rue que la majorité du 10 mai ne s'est pas envolée. C'est ramener la force de la droite à ses justes proportions. C'est donner corps à un mouvement d'ensemble des travailleurs.

Alors, le 25 avril, personne ne doit manquer à l'appel.

Nicolas Jeanson

Déclaration publique

Depuis le 10 mai, la droite et les évêques ne cherchent qu'à gagner du temps. Les concessions du gouvernement ne leur servent qu'à en exiger davantage. Après avoir fait la loi en faveur de l'école privée pendant 23 ans, la droite voudrait interdire aux députés de gauche de légiférer pour l'école publique.

Ainsi, il serait particulièrement grave que le gouvernement recoure à l'une des dispositions les plus anti-démocratiques de la Constitution, l'article 49-3, pour imposer la loi Savary à la majorité parlementaire.

Nous en appelons au président de la République, pour qu'il respecte ses engagements de candidat.

Nous nous adressons aux députés du PC et du PS pour qu'ils disent leur exigence de faire la loi, pour qu'ils rendent les fonds publics aux écoles publiques.

Nous manifesterons le 25 avril, et continuerons d'agir, pour exprimer notre refus d'une politique de concessions qui mène à la défaite de la gauche.

Simone de Beauvoir, Pierre Bauby, Costa-Gavras, Yves Dautin, Claude Debons (syndicaliste cheminot, Paris), Yvonne Delemotte (syndicaliste textile), Julien Desachy (syndicaliste enseignant, Oise), Jean-Michel Drevon (syndicaliste enseignant, Lyon), Claire Etcherelli, André Fichaut (syndicaliste EDF, Brest), Marie-Hélène Fichaut (syndicaliste des finances, Paris), Jules Fourrier, Daniel Guérin, Pierre Halbwegs, Jean-Luc Heller (syndicaliste INSEE), Yves Juin (syndicaliste communaux, Rennes), Jacques Kergoat, Maurice Kriegel-Valrimont, Alain Krivine, Nadia Labica, Georges Labica, Pierre Legrand (syndicaliste verre, Nemours), Jeannine Le Roux (syndicaliste finances, Paris), Colette Magny, Gérard Molina, Danielle Mesguich, Daniel Mesguich, Richard Milkoff (syndicaliste enseignant, Antony), Luc Pham (syndicaliste communaux, Rennes), Gilles Perrault, Patrick Pinault, (syndicaliste commerce, Paris), Pierre Prieur (syndicaliste verre, Nemours), Michèle Rey, Serge Roux (syndicaliste santé, Paris), Adeline Richet (syndicaliste enseignante, Sarcelles), Henri Tazartes (syndicaliste impôts, Paris), Jacques Valier, Jean-Marie Vincent, Fred Zeller.
Adresse : A. Richet, Poste restante, Avenue d'Italie, 75013 Paris.

ECOLE

ASSEZ DE CAPITULATIONS
DEVANT LES EVEQUES, LA DROITE ET LES PATRONS!

Deputés du PS et du PCF,
il faut faire la loi
pour l'école publique

Manifestons
le 25 avril



12 amendements de la FEN au projet Savary

La FEN vient de proposer douze amendements au projet de loi Savary. Curieusement, ils n'ont reçu aucune publicité. Faut-il incriminer les médias ? Ou faut-il croire que beaucoup à gauche seraient gênés par la comparaison entre les amendements de la FEN (et donc du CNAL) et ceux des députés du PS et du PC ?

Bien qu'elle ne remette pas en cause le principe des contrats entre la collectivité publique et les établissements privés, la FEN propose la suppression de l'article 2 du projet de loi : « L'Etat et les autres collectivités publiques assurent un concours financier à ceux des établissements d'enseignement privés qui répondent aux conditions fixées par la loi et ses textes d'application. »

La FEN veut aussi que les demandes de contrat soient soumises à « l'accord préalable » (et non à « l'avis » comme dans le projet) de la collectivité concernée. Elle demande que soit précisé à l'article 4 : « Aucun contrat ne peut être passé avec un établissement privé ou une section d'établissement privé, par l'Etat et selon le cas de la commune, le département ou la région, si dans la commune ou le secteur scolaire concerné, n'existe pas l'école publique

ou l'établissement public correspondant. »

Quelques amendements visent à modifier la composition des commissions d'agrément, pour l'ouverture des classes du privé ou la nomination des enseignants.

Pour les maîtres, un amendement à l'article 6 précise : « Tous les personnels liés à l'Etat par le contrat de droit public peuvent, sur leur demande, être intégrés dans les corps correspondants de l'enseignement public, selon des conditions qui seront définies par décret dans le délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi. »

La FEN laisse également à un décret ultérieur le soin de définir les conditions financières dans lesquelles « chaque commune dans le ressort de laquelle sont domiciliées des familles d'élèves accueillis dans ces classes,

peut contribuer à cette participation »

Un amendement stipule que les ressources publiques affectées à un établissement privé ne pourront « excéder la moyenne par élève des ressources de même nature dont disposent les établissements d'enseignement public correspondants », en incluant les ressources publiques dont le privé bénéficie indirectement (rectorats, ministère...).

L'amendement de l'article 16 vise à renforcer les

conditions d'agrément des projets éducatifs du privé :

« Si cet enseignement est gratuit, si est assuré à tous les personnels le libre exercice des droits et libertés individuels et collectifs (...), si est reconnu par l'établissement privé à tous les parents d'élèves le libre exercice du droit d'association. »

Un ensemble d'amendements qui ne remet donc pas en cause le financement public des écoles privées, mais qui en limite l'accès.

N. J.



L'école privée c'est aussi celle des patrons

On n'en parle pas, mais elle existe : l'école patronale, financée, entre autres, par un impôt très spécial, la taxe d'apprentissage. Le résultat est édifiant.

● Qu'est-ce que la taxe d'apprentissage ?

C'est un impôt dû par les entreprises, pour la formation professionnelle des jeunes. Il se monte à 0,5 % de la masse salariale annuelle.

Mais ce n'est pas un impôt comme les autres... Car les patrons sont libres de le verser à qui ils veulent, directement à un établissement scolaire, privé comme public, ou aux chambres de commerce et d'industrie, ou encore au Trésor public.

Les contribuables peuvent-ils décider, par exemple, que leurs impôts ne doivent pas aller à l'armée ? Non. Les patrons, eux, ont le choix de l'affectation de la taxe d'apprentissage.

● A qui profite la taxe d'apprentissage ?

Logiquement, les patrons privilégient les centres de formation d'apprentis (CFA) ou les lycées d'enseignement professionnel (LEP) qu'ils contrôlent de près.

Dans la commune de Saint-Denis (93), une seule école privée de 1 500 élèves reçoit sept fois plus de taxe que les dix établissements publics accueillant plus de 6 000 élèves. Dans le département de l'Aude, la taxe va pour 70 % au privé et 30 % au public.

En 1982, pour l'ensemble du pays, la taxe se répartissait ainsi :

- LEP publics : 9 % pour 636 000 élèves ;
- LEP privés : 9 % pour 134 000 élèves ;
- CFA : 29 % pour 229 000 élèves.

Un élève de LEP public perçoit donc, en moyenne, sept fois moins de taxe qu'en CFA, et cinq fois moins qu'en LEP privé.

● Les inégalités s'aggravent.

Entre 1981 et 1982, la taxe a augmenté presque deux fois plus vite dans le privé que dans le public :

- LEP publics : + 12 % ;
- LEP privés : + 22 % ;
- CFA : + 22 %.

Cette évolution, particulièrement sensible depuis le 10 mai 1981, a des raisons politiques. De même que les fortunes se réfugient en Suisse, de même la taxe d'apprentissage fuit-elle davantage vers le privé. Le dirigeant du SNPMI (syndicat de petits patrons), Gérard Deuil, qui arbore un portrait de Pétain dans son bureau, écrivait à ses amis : « Dans le cadre de la défense de nos libertés, je demande personnellement à tous les chefs d'entreprise redevables de la taxe d'apprentissage de veiller à ce que le montant de leur taxe soit versé aux établissements défendant l'enseignement libre. Il s'agit, par tous les moyens, de lutter contre la marxisation de l'éducation de nos enfants. Je compte sur chacun d'entre vous. »

● Comment la taxe d'apprentissage est-elle utilisée ?

Elle doit servir à l'équipement des établissements. L'inégalité de sa répartition, jointe à la faiblesse des crédits budgétaires, aboutit à ce que la moitié du parc-machines des LEP publics a plus de dix ans d'ancienneté.

Dans les établissements privés, les patrons gèrent la taxe comme ils le veulent.

Par exemple, pour construire une chapelle

Au CFA d'Agen, qui forme des pâtisseries, la taxe a servi à l'achat d'un réfrigérateur ; l'appareil a aussitôt été démenagé chez un patron-pâtisseries qui a fourgué en échange au CFA son frigo usagé. Ce genre de pratiques est généralisé.

● Une autre politique est possible

1. Rendre les fonds publics, la taxe d'apprentissage, à l'école publique. Le gouvernement ne peut pas arguer de la lourdeur des charges des entreprises : elles payent déjà le 0,5 %. Alors, pourquoi, depuis trois ans, n'a-t-il pas mis un terme au détournement de la taxe, n'a-t-il pas voté le collectage de la taxe par l'Education nationale ? Est-ce là le prix du « compromis » avec les petits patrons employeurs d'apprentis ?

2. Nationaliser les CFA, les LEP privés. « Dans les CFA, remarque le projet socialiste, p. 312, c'est la surexploitation : les jeunes y travaillent de 40 à 60 heures par semaine, pour 15 % du SMIC, et sans réel contrôle de la formation. » Et depuis trois ans, on attend encore les actes.



Front commun contre l'Europe de l'austérité

C'est à l'échelle de toute l'Europe que les patrons — relayés dans plusieurs pays par des gouvernements auxquels participent les principaux partis ouvriers — coordonnent leurs attaques contre le monde du travail. L'exemple de la sidérurgie est éloquent. La commission européenne ayant décidé une réduction de la production d'acier, des dizaines de milliers de travailleurs français, belges, allemands et hollandais vont se retrouver sur le pavé. Comment s'étonner, avec une telle orientation, que les chômeurs soient désormais dix-neuf millions en attendant de se retrouver vingt-cinq millions en 1990 ?

Dans chaque pays cependant, l'offensive des possédants se heurte à une réaction croissante de la classe ouvrière. En Italie, le rejet du programme anti-inflation du socialiste Craxi atteint une ampleur inégalée depuis la fin des années soixante. Un million de personnes ont manifesté à Rome le 24 mars. Les conseils d'usine viennent d'appeler à la grève générale pour le 17 avril, si les autorités s'obstinent à maintenir leurs projets (voir ci-contre).

En Belgique, le cabinet de Wilfried Martens prépare un nouveau plan d'assainissement. Pour récupérer trois cent cinquante milliards de francs belges, il entend liquider les mécanismes d'indexation des rémunérations, démanteler la Sécurité sociale, chasser des milliers de travailleurs immigrés et privatiser certains services publics. Malgré la division syndicale et en dépit de la passivité des directions syndicales, une grève générale a été organisée le 3 avril.

En Grande-Bretagne, l'intransigeance de madame Thatcher, les attaques policières contre les piquets de grève, la multiplication des mesures antisyndicales n'ont pas eu raison des mineurs qui s'opposent, depuis quatre semaines, au démantèlement de quatre-vingt-cinq puits et à la suppression de soixante-quinze mille emplois.

En RFA enfin, la mobilisation des métallurgistes pour les trente-cinq heures sans diminution de salaire gagne en ampleur. L'ultimatum déposé par l'IG-Metall a expiré le 29 mars. Déjà, des grèves d'avertissement et des manifestations ont été organisées.

On le voit, contrairement à la vision que cherchent à répandre certains médias, un front des classes ouvrières européennes tend à s'ébaucher. Partout, au-delà de la diversité des conditions de mobilisation, les mêmes exigences apparaissent : pour le maintien du pouvoir d'achat, contre le démantèlement des systèmes de sécurité sociale, les licenciements et le chômage. La Confédération européenne des syndicats (CES, quarante-trois millions d'adhérents, trente-quatre syndicats dont, en France, la CFDT et FO) s'en faisait l'écho récemment : « Les syndicats ne sont pas disposés à accepter la baisse des revenus et la réduction de la protection sociale. On ne sort pas de la crise en faisant payer les travailleurs. »

Puisqu'existent de telles convergences revendicatives, l'heure n'est-elle pas venue d'une action coordonnée qui unirait toutes les organisations syndicales, sans exclusives ? A l'évidence, un appel commun rencontrerait un large écho et renforcerait considérablement le rapport de forces des travailleurs. Comment croire en effet que les capitalistes européens pourraient conserver la même attitude s'ils avaient en face d'eux un mouvement ouvrier agissant de concert ?

Christian Picquet

ITALIE

Les conseils pour la grève générale



Malgré les pressions de la bureaucratie syndicale, l'assemblée des conseils d'usine a appelé à la grève générale contre le décret scélérat. L'enjeu est aussi l'unité et la démocratie syndicale.

• De notre envoyée spéciale

La seconde assemblée nationale des conseils d'usine, convoquée et organisée par la base, réunie le 10 avril à Turin, a confirmé la force et la représentativité du mouvement en lutte depuis plus d'un mois contre la politique d'austérité du gouvernement Craxi. Les différentes régions avaient élu démocratiquement les 2 500 délégués.

Le mouvement des conseils a démontré sa détermination à conserver son rôle de direction de la lutte contre le décret scélérat, en refusant de céder à toutes les pressions (en particulier de la CGIL et du PCI), visant à repousser cette assemblée. Les directions du PCI et de la CGIL espéraient ainsi faire rentrer le mouvement dans le rang et conserver les mains libres pour un compromis.

A l'heure où s'est ouverte l'assemblée, on savait déjà que le gouvernement ne disposait plus du temps nécessaire pour faire approuver le décret au Parlement avant le 16 avril. Deux possibilités restent alors ouvertes : soit le gouvernement représente le décret le 17 avril, soit il propose une nouvelle négociation tripartite sur le « coût du travail ». C'est sur ces deux questions que devaient se prononcer les délégués.

Des propositions de lutte

Le rapport de la coordination nationale des conseils a bien traduit l'état d'esprit de la base ouvrière : en cas de représentation du décret,

les travailleurs devraient immédiatement faire grève dans tout le pays ; en outre, les délégués étaient invités à refuser toute nouvelle négociation tripartite (à la préparation de laquelle la CGIL travaille activement).

Comme cela était déjà apparu lors de l'assemblée du 6 mars, les propositions de délégués des conseils ne se sont pas limitées à la seule lutte contre le décret, mais ont touché les aspects fondamentaux de la politique syndicale. Le rappor-

dicat sur la base du manifeste adopté à Milan.

La grève et les conseils

Si les propositions concernant l'emploi et la relance des négociations décentralisées ont fait l'accord de tous les présents, la grève générale et l'avenir des « autoconvoqués » ont été au centre des débats.

La majorité des intervenants ont approuvé les propositions du rapporteur. Quelques interventions s'y sont opposées. Elles provenaient toutes de délégués appartenant au PCI. Pourtant, le PCI — la plus forte minorité de l'assemblée — n'a pas parlé d'une seule voix. Entre l'intervention d'un délégué de Toscane, dénonçant l'aventurisme de la grève générale et estimant que les autoconvocations avaient fait leur temps, et celle d'un jeune ouvrier de

général de la CGIL du Piémont, apportant son soutien au mouvement des conseils et à ses objectifs, et les déclarations de Luciano Lama.

A la fin de la journée, Raffaello Rezzaci, membre de la coordination nationale des conseils d'usine et militant de la LCR, a présenté au vote les propositions issues du débat : grève nationale le 17 en cas de représentation du décret, rejet de toute nouvelle négociation sur le « coût du travail », préparation de la conférence sur l'emploi et poursuite de la lutte pour la démocratie et l'unité syndicale.

Cette dernière question a en fait été la moins débattue et c'est sans doute une des principales faiblesses de cette assemblée : si le maintien en place des coordinations des conseils est acquis, l'assemblée n'a pas discuté de la tactique et des échéances



Une lutte internationaliste

La conscience de faire partie d'un mouvement de lutte contre l'austérité qui se développe dans plusieurs pays européens était présente dans de nombreuses interventions. C'est par acclamations que les délégués ont adopté une motion de solidarité avec les luttes des sidérurgistes lorrains, de l'IG-Metall, des mineurs anglais et des travailleurs belges.

teur a soumis au débat les propositions de la coordination nationale : préparation par les conseils d'une conférence sur l'emploi qui devrait déboucher sur une plateforme de lutte pour la réduction du temps de travail ; relance des négociations au niveau des entreprises ; maintien en place des coordinations des conseils d'usine comme instruments de lutte à l'intérieur du syn-

Modane se prononçant vigoureusement pour la grève et pour le maintien des coordinations jusqu'à la réalisation des objectifs du manifeste, les contradictions se sont exprimées aux yeux de tous.

De même pour les dirigeants de la CGIL. Tous les délégués ont pu noter la différence entre le discours fait devant l'assemblée par Fausto Bertinotti, secrétaire

de lutte pour la démocratie dans le syndicat. De leur côté, les directions syndicales, en particulier la CGIL, multiplient les réunions pour essayer de reprendre la direction des opérations.

En conclusion, l'assemblée des conseils a adopté une motion pour un 1^{er} Mai unitaire et une motion contre l'installation des missiles de l'OTAN à Comiso.

Anna Libera



Meeting pour la Pologne à la Porte de Versailles. A la tribune, parmi d'autres, L. Jospin, E. Maire, L. Mermaç, R. G. Schwartzberg (aujourd'hui ministre) et Z. Kowalewski.



Z. Kowalewski.

Non à l'expulsion de Z. Kowalewski !

Les prises de position se multiplient pour exiger du gouvernement qu'il revienne sur sa décision d'expulser le dirigeant de Solidarnosc. Mitterrand osera-t-il, malgré tout, maintenir cette mesure scandaleuse. ?

Passé le premier moment de stupeur, la campagne en faveur de Z. Kowalewski a pris une ampleur exceptionnelle. Le nombre et la qualité des personnalités qui ont signé l'appel national, publié dans l'édition du

Monde daté du 11 avril, l'attestent. Les innombrables prises de positions des instances syndicales à travers toute la France le confirment. L'écho grandissant rencontré par les comités de solidarité avec Solidarnosc

va dans le même sens. Enfin, les protestations multiples qui parviennent aux ambassadeurs de France dans la plupart des pays européens montrent que le gouvernement ne pourra pas sans risque commettre un tel acte, contraire à la tradition démocratique dont il aime se revendiquer.

Car, de deux choses l'une, soit celui-ci prétend avoir des raisons sérieuses d'expulser Z. Kowalewski et alors, il doit s'expliquer publiquement sur cette affaire. Ou tel n'est pas le cas, et

alors cette bavure monstrueuse doit être rapportée sans délai, quel qu'en soit l'auteur.

Le gouvernement devrait en effet avoir tiré la leçon de l'affaire des trois Irlandais de Vincennes, affaire dans laquelle il s'était laissé embarquer à la légère par des hommes dont tout indique qu'ils ne sont pas fiables. Et puis l'opinion ouvrière et démocratique a encore en mémoire le souvenir du sort tragique réservé à Henri Curiel pour ne pas réagir avec la plus farouche

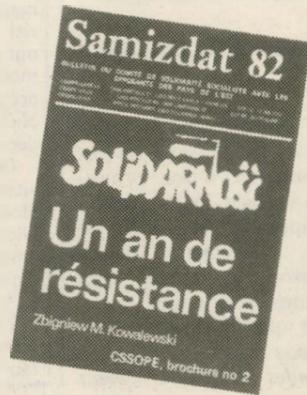
détermination dans la situation présente. L'excellent ouvrage de Gilles Perrault qui vient de sortir en librairies, nous le rappelle fort opportunément.

Quant à la LCR, dès le départ pleinement engagée dans la défense intransigeante de Z. Kowalewski, avec tous ceux et toutes celles qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour soutenir Solidarnosc, elle n'aura de cesse de se battre tant que la mesure scandaleuse qui le frappe ne sera pas définitivement levée.

Jean-Louis Michel

Echos à l'étranger

Un peu partout en Europe, des personnalités politiques ont réagi en protestant auprès des ambassades : des députés du PS et des personnalités du Portugal, le Comité de solidarité avec Solidarnosc pour la RFA, des personnalités du Parti travailliste Mario Capanna, parlementaire italien et européen, des délégués de conseils de fabrique italiens, dirigeants syndicaux de la FLM, de la CGIL et de la FIM. En Suisse, une lettre de protestation a été signée par Ruth Dreifuss, secrétaire de la centrale syndicale suisse, par le juge fédéral Alexandre Berenstein, par une série de députés socialistes de divers cantons, par le conseiller national René Longet, le cinéaste Alain Tanner.



Les protestations s'amplifient

Dirigeant de Solidarnosc à Lodz, Zbigniew Kowalewski est aujourd'hui brutalement « invité » à quitter le territoire avant le 28 avril 1984, alors qu'il réside en France depuis plus de deux ans.

Le motif officiel du refus, par la préfecture de police, de renouveler sa carte de résident étranger, serait qu'il ne dispose « plus de moyens suffisants d'existence personnels ».

En vérité, on est en droit de s'interroger sur ce prétexte. Serait-ce parce que Z. Kowalewski était trop activement engagé dans le combat en faveur du socialisme ouvrier autogestionnaire qu'on lui retire aujourd'hui le droit de résider en France ? S'il y a une autre raison, il faut la donner et ne pas chercher de faux prétextes.

Attachés au droit d'asile et à la solidarité internationale, nous nous portons collectivement garants des moyens d'existence de Zbigniew Kowalewski et demandons au gouvernement français d'annuler la décision de la préfecture de police l'invitant à quitter le territoire.

Premiers signataires

Pierre Bauby (économiste), Simone de Beauvoir, Gérard Blomme (syndicaliste chimie, Rouen), Général de la Bollardière, Claude Bourdet, Carlos Bravo (responsable association immigrée), Alain Brossat, Christine Buc-Glücksman, Cornélius Castoriadis, Dominique Cellier (universitaire, Rouen), M^e Jean-Pierre Chantecaille (bâtonnier, La Rochelle), Philippe Chaste (imprimeur), Michel Chauvet (Ecole émancipée), Christiane Chandez (Comité solidarité avec Solidarnosc), Jean Chesneaux (historien), Catherine Delay (enseignante), Serge Depaquit, Francis Dermien (syndicaliste enseignant, Rouen), Julien Desachy (Ecole émancipée), Marguerite Duras, Michèle Ernis (élue municipale Saint-Etienne-du-Rouvray), M^e Jean-Jacques de Félice, Jules Fourier (ancien député), Dominique Gérardin (bibliothécaire), François Géze (directeur d'édition), Daniel Guérin (historien), Pierre Halbwachs (professeur, Paris VII), Jean-Luc Heller (secrétaire général CGT-INSEE), Gérard d'Hersigny (Ecole émancipée),

M^e Roland Houver (Strasbourg), M.-F. Kahn (professeur de médecine), Yvon Kervé (secrétaire général CFDT-INSEE), Jean-Claude Klein (musicologue), Alain Krivine, Jean-Pierre Kindt (syndicaliste, Lille), Georges Labica (professeur, Paris X), Arlette Laguiller, Jacky Leborgne (syndicaliste santé, Rouen), Michaël Lowy (chercheur CNRS), Sabine Mamou (monteuse films), Jean-Pierre Martin (psychiatre, Lille), Michel Ménard (syndicaliste PTT, Rouen), M^e Danielle Mérian, Jean-Louis Michel (journaliste), Gérard Molina (professeur de philosophie), Théodore Monod (membre de l'Institut), M^e Léo Matarasso, Bernard Nowak (syndicaliste, Lille), Maurice Najman (journaliste), Michel Piccoli, Patrice Pinnel (chercheur INSERM), E. Plocki (institutrice), Jean-Yves Potel (écrivain), Maurice Rajsfus (journaliste), M^e Roland Rappaport, Michel Raptis (journaliste), Daniel Richter (syndicaliste Renault-Flins), Pierre Rissient (réalisateur), David Rousset (ancien député, écrivain), Antoine Sanguinetti (amiral, CR), Jeanne Singer (chercheur CNRS), Laurent Schwartz (mathématicien), Syndicat CGT des correcteurs, Bertrand Tavernier (cinéaste), Charles-Henri Ternois (syndicaliste, Lille), D^r F. Tomkiewicz (dir. recherche INSERM), Charles Urgewicz (maître-assistant langues orient.), Jacques Valier (professeur Paris X), M^e Claude Valin (La Rochelle), Pierre van Beughen (syndicaliste, Lille), Fred Zeller.

D^r Moïse Assoulène, Daniel Assoulène, Etienne Balibar (maître-assistant en philosophie — Paris I), Antal Balint, Gérard Bauvert, Stephan Bekier (journaliste), A. Bertin, Dany Bergeot (pour le bureau régional SNT-FCFDT-Pays de Loire), Jean-François Bonhomme (Fédération du Nord de la Ligue des droits de l'homme), Pascal Buléon (syndicaliste enseignant, Caen), Georges Casalis (théologien), Alain et Maryvonne Canu (syndicalistes enseignants, Dives), Gérard Cavamaro (journaliste syndicaliste), Pascal Celé (Gauche alternative), Bolbec, Jean-René Chauvin (ancien déporté), Raymond Charpiot (capitaine au long cours), Ch. Colas, Comité rouennais de soutien à Solidarnosc, Yvan Craipeau (écrivain), Sylvain Curent (instituteur Besançon), Frédéric Danielczak (président du comité régional Nord-Pas de Calais solidarité avec Solidarnosc), Yvan Dautin (artiste), Ghislaine Deletang (journaliste syndicaliste), Françoise Decressin (syndicaliste Rouen), Alain Darou (imprimeur Rouen), Claire Etcherelli (écrivain), FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), Fédération CGT des capitaines et officiers de la marine marchande, Jean Gayon (secrétaire SGEN lycée de Maurepas, 78), Josef Goldberg, Yannick Guin (historien Nantes), Christine Gehant (éducatrice), Gérard Grugier (secrétaire FO, Thomson-CSF- Issy-les-Moulineaux),

Albert Hude (syndicaliste, Yvelines), Françoise Honorée, (psychologue), M^e Francis Jacob, Pierre Joly (secrétaire général FEN 76), K. S Karol (journaliste), Maurice Kriegel-Valrimont (député honoraire, ancien vice-président de la Haute Cour de justice), Denis Langlois (avocat et écrivain), Pierre Li (journaliste, ancien correspondant de l'Humanité à Varsovie), Roland Le Gall (secrétaire FO de Rhône-Poulenc-Vitry), Jean Lepetit (professeur d'histoire, Cesson), Gérard Lambert, Laurence Léger (syndicaliste Rouen), Ligue des droits de l'homme (section de Rouen), Georges Macaud (syndicaliste RVI, Caen), Gilbert Marquis (Alliance marxiste révolutionnaire), Cyril Martin, Floréal Melgar (journaliste syndicaliste), Georges Montaron (Témoignage chrétien), Pierre Naville, François et Nathalie Piatier, (musicologues), Yves Puig (secrétaire FO-CGCT Vaugirard), Henri Pascal (sociologue), L. Prouteau (Collectif communiste pour l'autogestion, Loire-Atlantique), Gilles Perrault (écrivain), Jean Rabinovici (Témoignage chrétien), Catherine Ribeiro (artiste), Jacques Rouffio (cinéaste), Jean-Claude Rohée (délégué CFDT au CE de la CAMIF), D^r Maurice Saurot (Toulon), Jean Sintès (syndicaliste Lyon), Bernard Six (syndicaliste CGT), section CFDT hôpital Bretonneau (Tours), section CFDT hôpital Trouseau (Tours), section CFDT DRAS 76, section CFDT direction départementale travail-emploi 76, section CFDT Direction des affaires culturelles de Rouen, section CFDT personnel Cité administrative Rouen, section CFDT PTT-PLM, Syndicat des avocats de France (section de Rouen), syndicat départemental CFDT des services santé et sociaux d'Indre et Loire, syndicat CFDT du personnel des caisses centrales de la Mutualité agricole, syndicat national CGT ONIC, syndicat CFDT des industries chimiques de la région rouennaise, syndicat CFDT métaux Nord de Seine, Jean Bernard Stranz (Poitiers), Charles Tillon, Raymond Tillon, Jacky Toublet (syndicaliste), Union professionnelle régionale CFDT des syndicats de cheminots (Nantes), Pierre Vautier (syndicaliste CGT-UIE Cherbourg), Jean Marie Vincent (universitaire), Daniel Vitry (responsable CFDT SNCF Paris), Henri Weber (universitaire), Wiaz (dessinateur), Union régionale interprofessionnelle CFDT Basse-Normandie)

Président de la Ligue des droits de l'homme de Madrid Eris Heffer, parlementaire, président national du parti travailliste

● Envoyez les signatures à : Collectif de soutien à Zbigniew Kowalewski, c/o Catherine Delay, 25, rue d'Enghien, 75010 Paris.

Soutien financier : CCP 10 258 88 B Paris, chèques à l'ordre de Sylviane Gauthier (à envoyer à l'adresse du collectif).

NICARAGUA

Le blocus impérialiste

En minant les ports du Nicaragua, Washington vient de se livrer à un nouvel acte de guerre en Amérique centrale. Tout en affirmant qu'il est disposé à aider Managua, le gouvernement français se garde bien de défier son puissant partenaire de l'Alliance atlantique.

En juillet dernier, Reagan avait envoyé des navires de guerre dans les eaux du Nicaragua pour simuler les préparatifs d'un blocus. Cette démonstration de force avait soulevé des protestations dans le monde entier. Depuis quelques semaines, c'est à une autre tactique que les Etats-Unis

Le gouvernement français a eu le mérite de ne pas se contenter d'une protestation verbale. Dans une lettre adressée au chef de l'Etat colombien, Claude Cheysson, le ministre des Relations extérieures, a annoncé que la France « ne peut pas rester sourde aux demandes du gouvernement

Pétition

(A l'initiative du Comité de solidarité avec le Nicaragua)

A l'appel du gouvernement nicaraguayen et à l'initiative du comité d'urgence national, 70 tonnes de matériel scientifique et médical ont été collectées ces derniers mois en France et étaient prêtes à être acheminées au Nicaragua par voie maritime depuis Le Havre.

Or, une nouvelle étape vient d'être franchie dans le blocus dont est victime le Nicaragua : les principaux ports du pays ont été minés à l'instigation reconnue de la CIA.

Les médicaments sont donc bloqués en France, il faut absolument que ce ma-

tériel arrive au Nicaragua.

Il y a urgence.

Nous en appelons au gouvernement français qui a les moyens de faire obstacle à ce blocus.

Il doit trouver les moyens d'acheminer dans les plus brefs délais les 70 tonnes de matériel au Nicaragua.

Laisser faire ce blocus, c'est réduire à néant les efforts accomplis par des milliers de donateurs ; c'est priver le Nicaragua de médicaments dont il a un besoin immédiat ; c'est tolérer l'agression du gouvernement américain contre le Nicaragua et les peuples d'Amérique centrale.

Nous demandons que le déminage des ports intervienne le plus rapidement possible.



qui devait s'en charger n'ira pas au Nicaragua. Ce matériel a été collecté par les organisations faisant partie du Comité d'urgence national avec le Nicaragua, qui regroupe notamment le Comité de solidarité avec le Nicaragua, France-Amérique latine, le CCFD, la CIMADE, Terre des hommes, Frères des hommes, Peuples solidaires, Artisans du monde.

Lors de sa coordination nationale, tenue les 24 et 25 mars, le Comité de solidarité avec le Nicaragua avait

ont recours : le minage par la CIA des ports nicaraguayens. C'est moins voyant, mais plus efficace pour porter de nouveaux coups à l'économie du pays et pour tester les réactions internationales. Sans le confirmer, Washington ne dément pas la responsabilité de la CIA.

« Un blocus déguisé », c'est ainsi qu'un délégué français à l'ONU a qualifié cette opération le 2 avril.

Depuis un mois, huit navires avaient déjà été atteints par l'explosion de mines : un dragueur hollandais, un bateau panaméen, un cargo libérien, un navire japonais, trois bateaux de pêche nicaraguayens et un pétrolier soviétique.

Un blocus déguisé

En outre, d'autres bateaux ont été attaqués par des vedettes rapides. Pourtant, jusqu'à présent, seul le gouvernement soviétique avait émis une protestation, et encore, seulement après qu'un de ses navires ait été endommagé. Tous les pays de la planète allaient-ils rester passifs devant cet acte de guerre ? Le dépôt par le Nicaragua d'une motion au Conseil de sécurité de l'ONU a permis de rompre le silence.

de Managua » et serait prête à participer à des actions de déminage. Voici qui tranche heureusement avec des déclarations antérieures du même Cheysson, selon lesquelles il n'avait jamais été favorable aux ventes d'armes au Nicaragua.

Cependant, il y a un « mais » à la position française. Cheysson écrit en effet que la France « ne veut pas intervenir seule » et il met une condition : « qu'une ou plusieurs puissances européennes alliées » coopèrent avec la France dans le déminage. Certes, il est vrai que c'est le plus large front international qui doit se constituer en défense du Nicaragua. Mais le meilleur moyen d'inciter d'autres gouvernements à suivre son exemple, n'est-il pas de commencer, sans attendre, les travaux ? Plusieurs compagnies maritimes ont déjà renoncé à leurs escales au Nicaragua : il y a réellement urgence. Quant à la prudence du Quai d'Orsay, elle prête à sourire. La France n'a attendu personne pour intervenir au Tchad...

Briser la menace

Avant même que le déminage ne soit effectué, la France peut prendre immédiatement une autre initiative pour démontrer sa vo-



lonté de briser le blocus. En effet, depuis plusieurs semaines, soixante-dix tonnes de médicaments et de matériel médical sont entreposées au Havre, en attendant d'être transportées au Nicaragua. Or, à cause du minage des ports, le navire

décidé de lancer une pétition pour demander au gouvernement français d'agir dans ce sens. Depuis, plusieurs autres associations, l'ont reprise à leur compte, et la LCR soutient cette démarche.

Arthur Mahon

Pour la libération des militants guadeloupéens emprisonnés

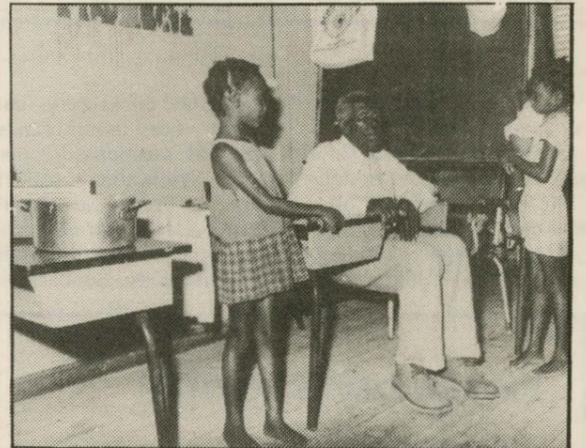
Que penser d'un président qui lors de sa prise de fonction est allé déposer une rose sur la tombe de V. Schloelcher ? Que penser de ce même président qui, il y a quelques jours aux Etats-Unis, est allé encore déposer une gerbe sur la tombe de Martin Luther King ?

L'observateur bienveillant dira sans doute que c'est là un beau geste plein d'humanité, un geste digne d'un homme attaché aux principes des droits de l'homme, que cet homme-là se range vraiment du côté des « damnés de la terre » !... Mais l'observateur un peu plus exigeant, celui qui connaît un peu l'histoire, sera étonné, voire déçu, de ne pas entendre parler dans ces moments commémoratifs de colonialisme, d'esclavagisme, de racisme, d'autant

tration corrompues, couvertes par l'Etat français. Dans ce contexte, la répression est la seule réponse qu'ait trouvée le gouvernement français pour répondre à la misère du peuple guadeloupéen.

Les promesses électorales du type « décolonisation et autodétermination » ont abusé le peuple guadeloupéen comme en abusent les commémorations antiracistes d'un gouvernement qui utilise la répression face à la misère sociale et à la corruption de son administration.

Seize militants nationalistes guadeloupéens ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison dont certains avec « déportation » en France. Deux d'entre eux ont été transférés à la prison de la Santé, à Fresnes, où ils ont entamé une grève de la faim depuis le 18 mars dernier.



que de tels actes commémoratifs laissent supposer que ce genre de problèmes n'existe plus dans le pays de ce président. Malheureusement, les commémorations et la réalité ne sont pas toujours conciliables et la France des DOM et TOM est là pour nous le prouver.

Depuis plusieurs mois, la Guadeloupe, un de ces fameux DOM où l'Etat français continue à imposer son diktat colonialiste en aliénant un peuple, se voit agitée par des soubresauts représentatifs d'une crise politique, économique et morale profonde. Aujourd'hui, plus personne ne peut contester que la mono-industrie sucrière de la Guadeloupe traverse l'une des crises les plus graves de son histoire, ne serait-ce que par la concurrence que lui livrent les betteraviers sur un marché mondial saturé.

Chômage accru et misère sociale rendent la situation politique de la Guadeloupe explosive, l'alternative indépendantiste se développe largement sur le discrédit d'une bourgeoisie et d'une adminis-

M. Sofrano et L. Cassubie sont en danger de mort. En prison pour délit d'opinion, ils ont choisi de ne plus se taire en mettant leur vie en jeu. A nous de les aider à vaincre le mur du silence qu'ont dressé les médias et l'Etat français sur la véritable situation de la Guadeloupe, ce prétendu paradis pour vacanciers, où la misère côtoie le luxe le plus débridé et où le fait de le dénoncer vous conduit en prison.

J'appelle tous les militants anti-impérialistes à apporter leur soutien aux prisonniers en envoyant des télégrammes ou en écrivant au président de la République ou aux ministres de la Justice et de l'Intérieur.

Une journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage est organisée par les commissions DOM-CFDT Santé, SNCF, Finances, Le 27 avril, à la Bourse du travail de Paris, 85, rue Charlot, M^o République ou Filles du Calvaire. Tous les travailleurs y sont invités.

Fred Amourgon
militant CFDT-Santé
région parisienne

INTERVIEW DE PIERRE PEAN, AUTEUR D'«AFFAIRES AFRICAINES»

« Le domaine réservé du domaine réservé »

Une fois de plus, l'Afrique fait les manchettes de la presse. Pierre Péan est un spécialiste de ce continent, chasse gardée de l'impérialisme français. Il contribua récemment à la révélation du scandale des « avions renifleurs ». A partir de l'exemple du Gabon, il analyse ici une situation où grenouillent des agents de toute sorte mis en place sous la V^e République.

● Vous décrivez dans votre livre les réseaux économiques et politiques, forestiers puis pétroliers, qui se sont créés autour du Gabon. Peut-on leur donner un point de départ ?

Après-guerre la France a décidé d'amener le Gabon à l'indépendance. Lors de différentes élections sont apparues des personnalités reconnues par la population comme Jean-Hilaire Aubame. Les forestiers, déçus des résultats, ont acheté des voix afin de faire élire Léon M'Ba. Le Gabon vit sur les conséquences de ce trucage. Renversé par les militaires qui remettaient le pouvoir à Aubame dans les vingt-quatre heures, M'Ba fut aussitôt remis en selle par les parachutistes français en 1964. L'exemple est limpide, la main droite a repris ce qu'avait donné la main gauche.

● Comment se sont enracinés les réseaux parallèles et officiels français ?

Avec les parachutistes sont arrivés des « civils » qui ont mis en place un dispositif de surveillance sophistiqué, qui n'avait même pas besoin d'être très important vu la taille de la population. Pas de tanks au coin des rues, mais une surveillance des communications, une police redoutée et un système de délation basé sur l'argent. Le Gabon va

servir de base arrière à l'intervention au Biafra puis à toutes les opérations de déstabilisation, que ce soit contre le Bénin, les Comores ou contre l'Angola avec l'affaire de Cabinda.

L'autre événement déterminant sera, en 1974, le quadruplement des prix du pétrole qui provoquera une véritable explosion financière. Dans ce pays de six à sept cent mille habitants, il y a cent cinquante à deux cent mille personnes dans les circuits économiques. Moins de trois mille se partagent la manne pétrolière et parmi elles, quelques dizaines détiennent les clés. Avec la manne, la petite armée de mercenaires va bénéficier d'un financement sur place, plus facile à obtenir qu'en France.

Arrivés en 1969-1970 pour combattre au Biafra, leur infrastructure est maintenue également pour assurer la sécurité personnelle de Bongo. Ils se comportent sur place comme chez eux.

● Le rôle joué par Bongo a donc pris de l'importance ?

Les relations instaurées ne sont pas de simples relations de dominant à dominé. En impliquant Bongo dans les coups tordus de la V^e République en Afrique, les gouvernements le mettaient dans les secrets de la République, il n'était plus un simple fantôme. Tout en respectant l'accord du départ, son autonomie et sa marge de manœuvre s'ac-

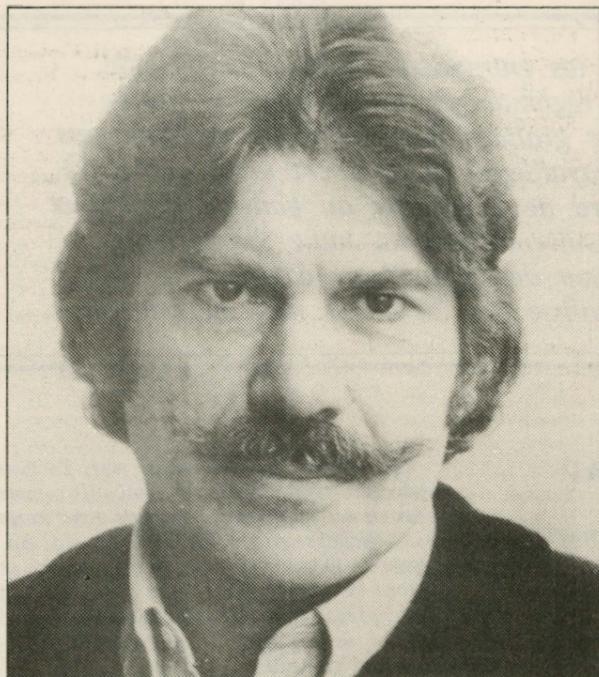
croissaient. Ses interventions actuelles débordent sur certains aspects de la politique internationale. La détente entre l'Est et l'Ouest, ça n'est pas son problème. La Libye, oui.

● Le 10 mai a-t-il modifié cette situation ?

Bongo était et est resté un acteur du jeu politique français. L'actualité de ces derniers jours est venue le montrer. Quand il tape sur la table, on a peur de ses humeurs. Si les rapports de la France avec Bongo étaient simples, on peut penser que depuis le temps, la réponse aurait été simple. Que mon livre — qu'aucun Gabonais n'est censé pouvoir lire puisqu'il est interdit là-bas — ait pu faire tant de bruit dans les relations entre les deux pays confirme l'imbrication et la complexité de celles-ci. Le problème des droits de l'homme a été introduit entre autres par J.-P. Cot. On a vu ce que cela a donné.

Le gouvernement actuel a maintenu le Gabon et le reste de l'Afrique dans le domaine réservé, dans la tradition de la V^e République.

Il n'y a aucune innova-



Pierre Péan, son livre est paru aux éditions Fayard.

tion dans ce domaine. C'est toujours « le domaine réservé du domaine réservé » ainsi que des pays comme la Côte d'Ivoire, le Zaïre ou le Togo. Le gouvernement misait beaucoup sur le président guinéen, Sékou Touré, pensant qu'il permettrait de résoudre la situation tchadienne. Futur

patron de l'OUA, il était appelé à jouer le rôle d'un successeur en Afrique d'Houphouët Boigny. Huit jours après sa mort, il ne subsistait rien de lui. Manifestement la fragilité du personnage a été sous-estimée.

● Pour nous, cette absence de changement

traduit une volonté politique de préserver les intérêts français sur place et le rôle de plaque tournante en Afrique. Certains avancent cependant des données objectives à cette continuité.

La complexité des relations, qui découle logiquement des interventions françaises, explique pour partie l'absence de changement. Les sources d'information locales n'ont pas été modifiées fondamentalement. Les analyses ont eu par conséquent du mal à évoluer. Les services de renseignement n'étaient déjà pas jugés fiables sous Giscard car trop pris dans la mécanique gabonaise. Ils sont plus proches du régime gabonais que du pouvoir socialiste. Une partie au moins du système d'information reste dépendante d'adversaires politiques du gouvernement actuel, ce qui rend possible des manipulations.

Propos recueillis par

Jean-Jacques Laredo

Huitième sommet franco-africain à Versailles. A la droite de Mitterrand, on peut reconnaître Joséphine Bongo et son mari Omar Bongo, président du Gabon.



● Dimanche 20 h 35 (TF1) les Canons de Navarone de J.-Lee Thompson avec Gregory Peck, D. Niven, I. Pappas et A. Quinn. Boum...

Tac-tac-tac-tac... Baoum !

21 h 45 (A2) Alésia et retour : la caméra de A. Segal nous emmène dans les dé-

combres du quartier Plaisance, ce bout populaire du 14^e arrondissement en proie, depuis quinze ans déjà, à la pioche des bétonneurs chiraquiens.

22 h 30 (FR3) l'Homme de nulle part de P. Chenal, d'après un roman de Luigi Pirandello adapté par Pirandello et Roger Vitrac. Avec Isa Miranda, G. Leclerc, P.

Blanchar et R. Le Vigan. L'un des plus beaux films de Chenal !

● Mardi 20 h 40 (A2) l'Etoile du Nord de P. Granier-Deferre avec S. Signoret et Ph. Noiret. Très honnête adaptation du Locataire, l'un des plus beaux récits de Georges Simenon, servi par une interprétation remarquable.

20 h 35 (FR3) Ashanti de

R. Fleisher, avec M. Caine et P. Ustinov. Les trafiquants d'esclaves écumant toujours l'Afrique...

● Jeudi 20 h 35 (A2) Quatrième épisode de la Saga du Parrain de F. F. Coppola.

22 h 30 (TF1) le Saut dans le vide de Marco Bellochio, avec M. Piccoli et Anouk Aimée.

● Vendredi 21 h 50 (TF1) Deuxième volet de l'émis-

sion d'Haroun Tazieff.

23 h 05 (A2) le Harpon rouge de H. Hawks, avec E.-G. Robinson (1932). Le prototype du petit film sociologique sur fond d'aventures maritimes, avec connotations sentimentales et richesse psychologique des personnages. Bref, un bon film !

Michel Laszlo

« Je pensais que la gauche défendrait l'ouvrier »

De débat dans les entreprises en meeting de ville, de conférence régionale en discussion aux portes des entreprises, les grandes préoccupations des militants ouvriers et des travailleurs se précisent ainsi que leurs sentiments à l'égard de la gauche au pouvoir. Les deux exemples qui suivent illustrent toute l'importance du Rassemblement des travailleurs contre l'austérité et l'Europe capitaliste des 26 et 27 mai au Bourget.

5 avril : à l'UAP

La politique, l'affaire des travailleurs ? Pour la CGT et la CFDT des « Assurances collectives », un des établissements parisiens de l'UAP, ce n'est pas qu'une formule de principe ! C'est concrètement qu'elles l'appliquent en mettant à la disposition des organisations politiques qui veulent en débattre avec les travailleurs, une salle du comité d'établissement (où ces syndicats sont majoritaires). Une manière aussi d'affirmer que le respect de la « loi des patrons » dans l'entreprise n'est pas une fatalité. « Face à la crise, une autre politique est-elle possible ? », tel était le thème du débat introduit par Alain Krivine.

Le débat a commencé sur l'action concrète. « Si les syndicats combattifs comme ceux de cet établissement font de bons scores aux élections professionnelles, dit un employé de l'UAP, comment peut-on mettre en accord les bonnes idées qu'ils ont et l'action des confédérations. » Les travailleurs sont-ils prêts à se mobiliser ? Telle était la préoccupation centrale.

La discussion exprima aussi l'impression répandue dans l'entreprise que les politiciens de gauche et de droite sont aussi compromis. « On a l'impression qu'il n'y a rien à faire contre ça », dit un participant à la réunion, quelle autre politique est possible dans ce contexte embrouillé.

Le mot de la fin à une employée « ni

Rassemblement
des travailleurs

26-27 mai

LE BOURGET

contre l'austérité
contre l'Europe capitaliste

VIENT DE PARAÎTRE

Un document
indispensable

30 francs



Souscription 84 objectif 500 000F

Pour tenir le rassemblement du Bourget,
pour aider la LCR

à mener cette campagne contre l'austérité

500 000 F sont nécessaires

(infrastructure, propagande, voyages)

Si chaque participant verse 50F,

si chaque lecteur ou lectrice

verse 50F de soutien,

5 000 travailleurs de tout le pays

pourront participer à ce rassemblement

Nom : _____

Prénom : _____ Profession : _____

Mention brève : _____

Je verse : _____ F

(chèque à l'ordre de la LCR)

A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

politisée, ni même syndiquée », « simplement venue pour comprendre ». « En 1974, j'ai voté pour Giscard, il me semblait capable, cet homme-là. Et puis j'ai vu... Alors le 10 mai, j'ai voté Mitterrand. Pas pour lui ou pour son programme que je n'ai pas lu. Mais parce que je pensais que la gauche défendrait l'ouvrier. Finalement, elle aussi n'écoute que les patrons et les banquiers, et pas nous qui avons voté pour elle. Alors, que faire ? Ça ne peut plus durer ! »

Un avis unanimement partagé à l'issue de ces deux heures d'un débat passionné... qui n'empêchera pas militants CGT, PC, LCR, LO et inorganisés, restés à la fin, de trinquer ensemble autour d'un sympathique apéro !

Rendez-vous les 26 et 27 mai au Bourget ? Pourquoi pas ? Mais sûrement avant, le 13 avril aux côtés des sidérurgistes lorrains !

Le 9 avril en Lorraine

La fédération Lorraine de la LCR a organisé une série de réunions publiques avec notre camarade Alain Krivine à Moyœuvre, Rehon, Pompey et Neuves-Maisons. Cette semaine, nous faisons le compte rendu de la première de ces réunions qui s'est tenue à Moyœuvre.

Une cinquantaine de participants à cette réunion, dont plusieurs mineurs de fer, sidérurgistes, militants du PC. A noter que

le député socialiste Drouin, démissionnaire de son groupe parlementaire, est venu saluer les militants LCR au début du meeting.

Ce fut une heure et demie d'un débat dans la salle, entre les participants. « Si ça va mal, c'est qu'on n'a pas changé les hommes et les fonctionnaires au sommet », dit un travailleur de l'acier. Un autre, dont le fils est mort il y a six ans sous l'uniforme, explique que le mystère entourant ce genre d'affaires continue aujourd'hui, avec Hernu qui continue la même politique. Un mineur de fer, accidenté du travail, explique comment lui, s'est heurté à une autre bureaucratie, celle concernant les accidents du travail. Il n'a toujours rien obtenu légalement. Une travailleuse, venue avec ses enfants à la réunion, se demande s'il n'y a pas eu des tractations secrètes entre la droite et la gauche, tant cette dernière pratique la même politique.

L'école laïque et la capitulation du gouvernement sur ce terrain est citée en exemple par la salle... C'est un militant du PCF, qui y a adhéré il y a trente-sept ans, qui fournira souvent les réponses, déclarant son accord avec la LCR. Non seulement, c'est par la lutte qu'on pourra obtenir les revendications, dira-t-il, mais il faut aussi sortir du système d'exploitation. Lui posera comme débouché naturel aux luttes, comme horizon logique de la mobilisation ouvrière la question centrale de la rupture avec le capitalisme.